

Rapport financier semestriel 2022



SOMMAIRE

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2022	3
1. Compte de résultat par zones géographiques	7
2. Évolution de la situation financière au 30 juin 2022	12
3. Investissements industriels et cash-flow libres	13
4. Évènements récents	13
5. Perspectives 2022	14
6. Facteurs de risques	16
II. COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2022	18
1. Compte de résultat consolidé	19
2. État du résultat global consolidé	19
3. État de la situation financière consolidée	20
4. État des flux de trésorerie consolidés	21
5. État de variation des capitaux propres consolidés	22
6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2022	23
III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2022	59
IV. DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	61



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

AU 30 JUIN 2022

1. Compte de résultat par zones géographiques	7
2. Évolution de la situation financière au 30 juin 2022	12
3. Investissements industriels et cash-flow libres	13
4. Évènements récents	13
5. Perspectives 2022	14
6. Facteurs de risques	16

Résultats du premier semestre 2022

- Solide progression du chiffre d'affaires : la demande se maintient à des niveaux élevés, forte progression des prix de vente
- Rentabilité impactée par la hausse sensible de l'énergie et des coûts industriels non récurrents aux Etats-Unis, en France et en Inde
- Solide génération de cash-flows et bilan solide en dépit de l'inflation du besoin en fonds de roulement

Compte de résultat simplifié approuvé par le Conseil d'Administration du 26 juillet 2022

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires consolidé	1 755	1 560	+12,5%	+14,5%
EBITDA	269	300	-10,4%	-9,8%
<i>Taux de marge (en %)</i>	15,3%	19,2%		
EBIT	128	171	-24,9 %	-23,5%
<i>Taux de marge (en %)</i>	7,3%	11,0%		
Résultat net consolidé	88	102	-13,8%	-20,0%
<i>Taux de marge (en %)</i>	5,0%	6,5%		
Résultat net part du Groupe	78	94	-16,8%	-22,7%
Capacité d'autofinancement	218	240	-9,1%	-9,9%

Dans le cadre de cette publication, Guy Sidos, Président-Directeur Général a déclaré : « Ce premier semestre a été marqué par une base de comparaison très défavorable compte tenu des niveaux d'activité et de profitabilité atteints l'année dernière sur la même période. Dans un environnement marqué par une forte inflation des coûts de l'énergie, et des coûts industriels non récurrents aux Etats-Unis, en France et en Inde, avec des hausses importantes de prix passées sur l'ensemble des pays, et dont l'impact progressif a presque intégralement compensé, à ce stade, les effets de l'inflation des coûts. La rentabilité opérationnelle reste très supérieure au niveau d'avant crise sanitaire (229 millions d'euros au premier semestre 2019). Dans ce contexte, le Groupe s'adapte en diversifiant ses sources d'approvisionnements, en travaillant sur l'efficacité énergétique de son outil de production et en menant une stratégie de prix adaptée à chaque région dans laquelle il opère. Le Groupe poursuit par ailleurs sa politique de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre en s'appuyant sur des solutions existantes et en investissant sur les technologies qui lui permettront d'atteindre ses objectifs 2030 et 2050 ».

Avertissements :

- Dans ce communiqué, et sauf indication contraire, toutes les variations sont exprimées sur une base annuelle (2022/2021), et à périmètre et taux de change constants.
- Les indicateurs alternatifs de performance (IAP), tels que les notions de « périmètre et change constants », de « chiffre d'affaires opérationnel », « d'EBITDA », « d'EBIT », « d'endettement net », de « gearing » ou encore de « leverage », font l'objet d'une définition accessible dans ce communiqué de presse en page d'annexe.
- Ce communiqué de presse peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, tels que décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.vicat.fr). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Des informations plus complètes sur Vicat sont disponibles sur son site Internet www.vicat.fr.

Dans un environnement marqué par une très forte inflation des coûts, le chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2022 affiche une forte progression, fruit d'une hausse sensible des prix de vente, qui a largement compensé la baisse des volumes livrés.

Cette évolution résulte essentiellement :

- d'une base de comparaison particulièrement élevée au premier semestre 2021, notamment en France, en Inde, au Brésil et au Kazakhstan ;
- d'une forte baisse des volumes livrés en Turquie pour limiter l'impact de la hausse des coûts de l'énergie ;
- de l'impact de coûts non récurrents aux États-Unis, en France et en Inde ;
- et enfin, des conséquences de l'environnement géopolitique au Mali.

Dans ce contexte, **le chiffre d'affaires consolidé** du Groupe s'établit à 1 755 millions d'euros, contre 1 560 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une progression de +12,5% en base publiée et de +14,5% à périmètre et change constants. L'évolution du chiffre d'affaires consolidé en base publiée résulte :

- d'un effet périmètre de -1,4% (-25 millions d'euros), lié pour l'essentiel à la cession de l'activité préfabrication légère en Suisse, finalisée le 30 juin 2021 ;
- d'un effet de change défavorable de -0,4%, correspondant à un impact négatif de -6 millions d'euros sur le semestre en raison de la dépréciation de la livre turque et égyptienne compensée par celle de l'euro vis-à-vis des autres monnaies, ;
- et enfin, d'une croissance organique de +12,9% (+227 millions d'euros), alimentée principalement par les hausses des prix de vente sur l'ensemble des zones.

Le chiffre d'affaires opérationnel du Groupe s'établit à 1 779 millions d'euros, en croissance de +12,1% en base publiée et de +14,1% à périmètre et change constants. Chacune des activités du Groupe a contribué à cette évolution favorable. En effet, l'activité Ciment (1 095 millions d'euros) affiche une hausse de +17,3% à périmètre et taux de change constants. Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Béton & Granulats (675 millions d'euros) progresse de +14,8% à périmètre et change constants. Enfin, l'activité Autres Produits et Services (226 millions d'euros) est en baisse de -9,0% en base publiée compte tenu de la cession d'une partie de cette activité en Suisse au premier semestre 2021 et en croissance +8,2% à périmètre et change constants.

L'EBITDA consolidé du Groupe atteint 269 millions d'euros au cours du premier semestre 2022, en baisse de -10,4% en base publiée et de -9,8% à périmètre et change constants. La marge d'EBITDA s'établit à 15,3%, soit une baisse de -390 points par rapport à la base de comparaison défavorable que constitue le premier semestre 2021. L'évolution de l'EBITDA publié tient compte d'un effet de change défavorable de -1 million

d'euros et d'une baisse organique de -29 millions d'euros. On peut souligner que malgré ce repli, la rentabilité opérationnelle reste très supérieure au niveau d'avant crise (229 millions d'euros au premier semestre 2019).

A périmètre et change constants, la baisse de l'EBITDA résulte d'une base de comparaison défavorable par rapport au 1^{er} semestre 2021, de la très forte inflation des coûts de production, notamment de l'énergie, observée depuis le second semestre 2021 et qui s'est sensiblement accélérée en 2022. Ainsi, par rapport au premier semestre 2021, la hausse des coûts de l'énergie s'élève à +64,7%. La progression a été particulièrement sensible en Egypte, en Inde, au Brésil, en France et en Suisse. Sur le semestre, l'impact sensible de l'inflation, notamment en France, sur la zone Amériques, en Afrique et en Inde, a été presque intégralement compensé par la hausse globale des prix de vente. L'EBITDA a par ailleurs été affecté par plusieurs opérations industrielles non récurrentes pour un montant d'environ 25 millions d'euros qui ont pesé sur la période : le démarrage du nouveau four de Ragland aux Etats-Unis, des opérations de maintenance exceptionnelles de l'usine de Montalieu après deux ans de crise Covid, la préparation de l'augmentation de capacité de l'usine de Kalburgi Cement (investissement de dégoulotage).

L'**EBIT** atteint 128 millions d'euros contre 171 millions d'euros à la même période en 2021, une baisse de -24,9% en base publiée et de -23,4% à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBIT sur le chiffre d'affaires consolidé atteint 7,3%.

Le **résultat d'exploitation** s'établit à 128 millions d'euros, en baisse de -20,5% en base publiée et de -18,3% à périmètre et change constants. Cette baisse résulte pour l'essentiel de la contraction de la rentabilité opérationnelle.

La variation du **résultat financier** de +8 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021 est liée à la variation positive de la juste-valeur des instruments dérivés de taux, à la suite de l'augmentation des taux d'intérêts (+18 millions d'euros). Cette variation a été partiellement compensée par la hausse de la dette moyenne du Groupe (-4 millions d'euros). L'augmentation des autres charges financières est principalement générée par l'application de la norme IAS29 en Turquie, décrite ci-dessous.

La situation macro-économique et d'inflation enregistrée en Turquie répond aux critères de la norme IAS 29 entraînant une qualification de situation hyper inflationniste. Cette norme impose un retraitement des éléments non monétaires sur la base de la variation de l'indice général des prix entre la date à laquelle ces éléments ont été enregistrés et celui de la fin de la période de référence afin de refléter leur « valeur réelle » à la date de clôture, convertis au taux de clôture. Ainsi, dans le cas de la Turquie, l'application de la norme entraîne :

- la réévaluation du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2022 avec un impact sur les capitaux propres part Groupe de +85 millions d'euros ;
- un impact sur le compte de résultat sur le premier semestre 2022 de -4,3 millions d'euros au niveau du résultat financier.

La **charge d'impôts** diminue de 10 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021. Le taux apparent s'établit à 29,6%, en diminution par rapport au 30 juin 2021 (31,1%). Cette réduction du taux d'impôt provient essentiellement d'un mix pays favorable par rapport au premier semestre 2021 et d'une baisse du taux d'impôt en France de 28,41% à 25,83%.

Le **résultat net consolidé** s'élève à 88 millions d'euros en baisse de -20,0% à périmètre et change constants et de -13,8% en base publiée.

Le **résultat net part du Groupe** recule de -22,7% à périmètre et taux de change constants et -16,8% en base publiée, à 78 millions d'euros.

La **capacité d'autofinancement** s'établit à 218 millions d'euros, en baisse de -9,1% en base publiée et de -9,9% à périmètre et taux de change constants, compte tenu de la baisse de l'EBITDA généré au cours de ce semestre.

1. Compte de résultat par zones géographiques

1.1. Compte de résultat France

(En millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires consolidé	606	562	+7,9%	+5,1%
EBITDA	80	104	-22,5%	-23,8%
EBIT	31	66	-52,8%	-53,7%

Au cours du premier semestre 2022, le chiffre d'affaires du Groupe en France progresse, en dépit d'une légère baisse de la demande compte tenu des niveaux records enregistrés au premier semestre 2021. La consommation cimentière se maintient à un niveau élevé. Dans un contexte de forte inflation, les prix de vente sont en nette progression sur l'ensemble des activités du Groupe.

En revanche, compte tenu de la hausse particulièrement sensible des coûts opérationnels, et plus particulièrement de l'énergie, et d'une base de comparaison 2021 défavorable, l'EBITDA en France est en recul sensible sur la période.

- Dans *l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel est en hausse de +6,8% à périmètre constant. Compte tenu de la base de comparaison défavorable liée au dynamisme du marché français sur la même période de l'année dernière, cette performance traduit une légère contraction de la demande compensée par une forte progression des prix de vente en ce début d'année. Néanmoins, les hausses successives des prix enregistrées en début d'année et en fin de second trimestre n'ont, à ce stade, qu'en partie compensé la très forte hausse des coûts de l'énergie, et plus particulièrement de l'électricité. Par ailleurs, des opérations de maintenance exceptionnelle, conduites dans une période d'activité soutenue après deux années de crise Covid, ont provoqué des coûts non récurrents. L'EBITDA généré par l'activité Ciment est donc en baisse de -25,8% sur cette période.
- Le chiffre d'affaires opérationnel de *l'activité Béton & Granulats* est en hausse de +5,2% à périmètre constant. Cette évolution résulte de prix de vente en nette amélioration sur le semestre. La demande est restée solide dans le béton, mais recule dans les granulats. Compte tenu de l'augmentation des coûts, l'EBITDA généré par cette activité est en retrait de -24,3% à périmètre constant sur la période.
- Dans *l'activité Autres Produits & Services*, le chiffre d'affaires opérationnel est en progression de +7,8% à périmètre constant sur la période. Il est à noter que le Groupe a finalisé l'augmentation de capacité du site d'Auneau, en région parisienne, spécialisé dans la chimie du bâtiment (VPI). Cet investissement, qui augmente la capacité de production de mortiers de 150 mille tonnes par an, permettra de répondre à la forte demande du marché parisien et de réduire sensiblement les coûts de logistique. L'EBITDA de cette activité recule de -12,3% sur la période.

1.2 Compte de résultat Europe (hors France)

(En millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires consolidé	184	203	-9,6%	+5,7%
EBITDA	41	39	+6,1%	+5,8%
EBIT	25	19	+27,9%	+18,9%

L'activité en **Europe (hors France)** est bien orientée sur le premier semestre 2022, soutenue par un environnement favorable. En base publiée, le recul du chiffre d'affaires s'explique par un effet périmètre lié à la cession de l'activité préfabrication Créabéton en Suisse, finalisée le 30 juin 2021. L'EBITDA sur l'ensemble de la région progresse de +6,1% en base publiée et de +5,8% à périmètre et change constants.

En **Suisse**, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en progression de +3,7% à périmètre et change constants (-12,5% en base publiée). L'EBITDA est en progression de +2,0% à périmètre et change constants. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires consolidé progresse pour s'établir à 22,8% contre 19,5% au premier semestre 2021 compte tenu de l'impact relatif de la cession de Créabéton sur la marge du Groupe.

- Dans l'activité *Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel augmente de +2,6% à périmètre et change constants. Cette performance est le résultat d'une contraction de la demande sur le semestre, largement compensée par une solide progression des prix de vente. Compte tenu de ces éléments, et en dépit de la forte augmentation des coûts de l'énergie, et plus particulièrement de l'électricité, l'EBITDA généré par cette activité progresse de +7,1% à périmètre et change constants.
- Dans l'activité *Béton & Granulats*, le chiffre d'affaires opérationnel recule de -1,3% à périmètre et change constants. Les prix de vente dans le béton progressent mais restent stables dans les granulats. Si les volumes reculent dans le béton, ils sont en nette progression dans les granulats. Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA généré par cette activité recule de -12,6% à périmètre et taux de change constants.
- L'activité *Autres Produits et Services* enregistre un chiffre d'affaires opérationnel en hausse de +1,3% à périmètre et change constants, soutenu par un bon niveau de livraisons dans l'activité Rail et d'un mix produits favorable. L'EBITDA généré par cette activité est en très nette progression sur ce premier semestre, de +31,8% à périmètre et change constants.

En **Italie**, le chiffre d'affaires consolidé progresse de +39,2%. La demande et les prix de vente sont en nette augmentation sur l'ensemble de la période. Sur ces bases, l'EBITDA progresse de +110,2% sur le semestre.

1.3 Compte de résultat Amériques

(En millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires consolidé	401	319	+25,8%	+12,1%
EBITDA	55	70	-22,1%	-30,7%
EBIT	22	43	-48,3%	-54,6%

Sur l'ensemble de la zone **Amériques**, la demande dans le secteur de la construction est restée solide. L'impact de la hausse sensible des prix de l'énergie, ainsi que les coûts non récurrents engendrés par le démarrage du nouveau four de Ragland, n'ont pu être que partiellement compensés par la hausse des prix de vente. Sur ces bases, l'EBITDA est en net recul sur le semestre, par comparaison avec une base 2021 élevée.

Aux **États-Unis**, l'environnement sectoriel est resté favorablement orienté au premier semestre. Il est à noter que le second trimestre a été impacté en Alabama par le démarrage du nouveau four de Ragland qui a affecté pendant plusieurs semaines la capacité de production et les livraisons dans cette zone. Dans cet environnement, le Groupe a été contraint d'effectuer des achats externes de clinker pour faire face à ses engagements commerciaux. En dépit de ce facteur exceptionnel, le chiffre d'affaires consolidé atteint 273 millions d'euros, en progression de +4,2% à périmètre et change constants et l'EBITDA s'établit à 35 millions d'euros, en baisse de -31,4% à périmètre et change constants.

La construction de la nouvelle ligne de cuisson de 5 000 tonnes jour dans l'usine de Ragland en Alabama s'est achevée au cours du deuxième trimestre. Cette installation permet d'accroître la capacité de l'usine actuelle pour répondre à la forte demande du marché, de réduire sensiblement les coûts de production et de participer activement aux objectifs du Groupe en termes de réductions d'émissions de CO₂. L'outil reste en phase d'ajustement pour permettre la montée en puissance progressive au cours du second semestre 2022.

- Dans *l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +5,3% à périmètre et change constants sur la période, traduisant à la fois la solidité du marché de la construction dans les zones sur lesquelles le Groupe opère et une augmentation sensible des prix de vente. Néanmoins, compte tenu de la hausse des coûts de l'énergie, et de coûts d'ajustements supplémentaires non récurrents liés au démarrage du nouveau four de Ragland (déstockage, achat de clinker), l'EBITDA généré par cette activité recule de -25,8% à périmètre et change constants.
- Dans *l'activité Béton*, le chiffre d'affaires opérationnel est en hausse de +4,3% à périmètre et taux de change constants, l'activité bénéficiant d'une tendance de marché toujours bien orientée. Dans ce contexte, les prix de vente progressent nettement. Néanmoins, l'EBITDA est en retrait de -47,6% à périmètre et change constants sur la période compte tenu de la hausse des coûts. Il est à noter que dans un contexte d'approvisionnement en ciment tendu en Alabama, la rentabilité de cette activité sur cette zone a été indirectement impactée par le démarrage du nouveau four de Ragland.

Au Brésil, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 128 millions d'euros en progression de +35,1% à périmètre et change constants. En dépit d'une base de comparaison défavorable, d'une remontée des taux d'intérêts, et de la forte inflation dans le pays, la demande est restée bien orientée sur les marchés du Groupe. Cependant, la hausse des prix enregistrée n'a permis, à ce stade, que de compenser partiellement la hausse

des coûts de production. Sur ces bases, l'EBITDA recule de -29,5% à périmètre et change constants sur le semestre, à 20 millions d'euros.

- Dans l'activité *Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 101 millions d'euros, en hausse de +29,6% à périmètre et change constants, soutenue par une demande dynamique et des prix de vente en nette progression. Néanmoins, la hausse des prix de vente n'a permis que de partiellement compenser la très forte hausse des coûts de l'énergie. Sur ces bases, l'EBITDA est en baisse de -41,5% à périmètre et change constants
- Dans l'activité *Béton et Granulats*, en ligne avec la tendance observée dans l'activité Ciment, le chiffre d'affaires opérationnel s'élève à 41 millions d'euros, en progression de +53,8% à périmètre et change constants. Les conditions de marché sont restées bien orientées sur la période, accompagnées par une progression des prix de vente, tant dans le béton que dans les granulats. Ainsi, l'EBITDA généré sur la période progresse sensiblement de +69,8% à périmètre et change constants.

1.4 Asie (Inde et Kazakhstan)

(En millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires consolidé	249	206	+20,7%	+14,0%
EBITDA	52	58	-9,6%	-14,4%
EBIT	35	40	-14,4%	-18,7%

L'activité en **Inde** est en progression sur l'ensemble de la période, avec un chiffre d'affaires consolidé de 214 millions d'euros au 30 juin 2022, en hausse de +14,0% à périmètre et taux de change constants. Cette performance résulte d'une demande, notamment publique, qui est restée solide sur la période. Dans un contexte de très forte inflation, la hausse des prix de vente n'a permis que de partiellement compenser la forte inflation des coûts de l'énergie. Par ailleurs, dans un contexte d'activité soutenue, la préparation de l'augmentation de capacité de l'usine de Kalburgi Cement, sous la forme d'un dégoulottage, a généré des charges opérationnelles non récurrentes. Sur ces bases, l'EBITDA s'établit à 38 millions d'euros, en baisse de -27,2% à périmètre et change constants.

Au **Kazakhstan**, le Groupe enregistre un chiffre d'affaires consolidé de 35 millions d'euros, en hausse de +14,4% à périmètre et change constants. Cette performance résulte d'une progression sensible des prix de vente qui a largement compensé le recul des volumes livrés sur cette période et l'inflation des coûts. L'EBITDA généré au cours du semestre progresse de +55,4% à périmètre et taux de change constants et s'élève à 15 millions d'euros.

1.5 Compte de résultat Méditerranée (Égypte et Turquie)

(En millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires consolidé	145	103	+41,4%	+113,9%
EBITDA	16	-6	n.s	n.s
EBIT	9	-16	n.s	n.s

Dans la zone Méditerranée, dans un contexte qui manque encore de visibilité, le chiffre d'affaires progresse fortement dans les deux pays grâce notamment à une forte augmentation des prix de vente, permettant un redressement de la rentabilité opérationnelle avec des situations contrastées.

En **Turquie**, si l'environnement macro-économique et sectoriel reste soutenu en dépit de l'hyperinflation qui se développe, les conditions hivernales ont sensiblement affecté la demande au cours du premier trimestre. Compte tenu de la forte progression de prix de vente, le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2022 s'établit à 91 millions d'euros (contre 69 millions d'euros au premier semestre 2021), en progression de +140,4% à périmètre et taux de change constants.

L'EBITDA est en nette progression sur le semestre, s'établissant à 15 millions d'euros, contre 2 millions d'euros au premier semestre 2021.

- Dans l'*activité Ciment*, l'activité a été marquée par des conditions climatiques très sensiblement moins favorables qu'au premier trimestre 2021. Par ailleurs, dans un contexte d'hyperinflation, le Groupe a limité l'utilisation de son outil de production le moins efficace d'un point de vue énergétique afin de réduire l'impact de la hausse des coûts. Dans ces conditions, alors que la demande reste solide, les volumes livrés sont en très net repli sur cette période. La baisse des volumes a été très largement compensée par les très fortes hausses de prix. Sur ces bases, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +135,3% à périmètre et change constants, à 65 millions d'euros. Compte tenu de ces éléments l'EBITDA généré par cette activité s'élève à plus de 10 millions d'euros, contre un peu moins de 2 millions d'euros au premier semestre 2021.
- Le chiffre d'affaires opérationnel de l'*activité Béton & Granulats* est en hausse de +163,7% à périmètre et change constants, à 45 millions d'euros. A l'instar de l'activité Ciment, les conditions météorologiques difficiles du début d'année ont réduit les livraisons de béton et de granulats au cours du semestre, même si les conséquences de ces réductions ont été très largement compensées par la hausse significative des prix de vente. L'EBITDA généré par cette activité sur le premier semestre s'établit à 4 millions d'euros, à comparer à un EBITDA à l'équilibre sur cette même période en 2021.

En **Égypte**, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 54 millions d'euros, en hausse de +60,2% à périmètre et taux de change constants. À la suite de la conclusion d'un accord de régulation du marché entre le gouvernement égyptien et l'ensemble des producteurs, entré en vigueur en juillet 2021, l'amélioration des prix de vente sur le marché domestique s'est poursuivie au cours du premier semestre.

Dans ce contexte, et en ligne avec la tendance observée depuis le second semestre 2021, l'EBITDA généré en Égypte s'établit à plus de 1 million d'euros sur ce semestre (contre une perte de -8 millions d'euros au premier semestre 2021).

1.6 Compte de résultat Afrique (Sénégal, Mali, Mauritanie)

(En millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires consolidé	170	167	+1,7%	+1,1%
EBITDA	24	35	-32,7%	-33,4%
EBIT	6	18	-66,1%	-67,1%

Dans la zone Afrique, le Groupe bénéficie toujours d'une demande sectorielle dynamique, en dépit des effets de la crise géopolitique au Mali.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel de la zone Afrique recule de -4,2% à périmètre et change constants. Si l'activité est stable au Sénégal, la forte baisse du marché malien, compte tenu de l'environnement géopolitique, n'a pu être pleinement compensée par la progression enregistrée en Mauritanie. Les prix de vente sont en progression sur chacun des marchés, mais au Sénégal, les augmentations ont été fortement limitées par les autorités dans un contexte électoral. Compte tenu de la très forte inflation des coûts de production, l'EBITDA généré par cette activité régresse de -37,8% sur la période.
- Au Sénégal, *l'activité Granulats*, portée par la demande dans le secteur privé, affiche un chiffre d'affaires opérationnel de 18 millions d'euros, en hausse de +19,5% à périmètre et change constants. Les prix de vente sont en baisse compte tenu d'un mix produits et clients défavorable. Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA est en baisse de -7,2%.

2. Évolution de la situation financière au 30 juin 2022

Au 30 juin 2022, le Groupe maintient une structure financière solide avec des capitaux propres en hausse sensible et un endettement net maîtrisé. Ainsi, à cette date, les capitaux propres s'élèvent à 2 896 millions d'euros contre 2 606 millions au 31 décembre 2021.

La dette financière nette s'élève à 1 671 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 1 318 au 31 décembre 2021 et 1 271 millions au 30 juin 2021. Cette augmentation résulte pour l'essentiel d'une forte progression du besoin en fonds de roulement de 120 millions d'euros par rapport au 30 juin 2021 et de 193 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2021. Cette forte variation du besoin en fonds de roulement résulte à la fois de la hausse du chiffre d'affaires mais aussi de l'effet de l'inflation sur les stocks.

Sur ces bases, les ratios financiers du Groupe au 30 juin 2022 s'établissent à 2,84x pour le « leverage » (contre 2,49x au 30 juin 2021) et à 57,7% pour le « gearing » (contre 53,9% au 30 juin 2021).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 30 juin 2022 est de 3,2%, en hausse par rapport au 31 décembre 2021 en raison de la hausse des taux de marché. La maturité moyenne de la dette au 30 juin 2022 s'établit à 4,6 années.

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers. Compte tenu du niveau de l'endettement net et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence de ces « covenants » ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe. Au 30 juin 2022, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les « covenants » contenus dans les contrats de financement.

3. Investissements industriels et cash flows libres

Au premier semestre 2022, le total des investissements industriels décaissés s'élève à 178 millions d'euros, contre 170 millions d'euros au 30 juin 2021, et une partie importante concerne le nouveau four de Ragland.

Sur cette base, **les cash-flows libres** s'élèvent à -202,6 millions d'euros, contre -52,5 millions au 30 juin 2021. Cette baisse des cash-flows libres résulte de la baisse de l'EBITDA et surtout de l'augmentation sensible du besoin en fonds de roulement induite par l'inflation des coûts des matières premières.

4. Evènements récents

4.1 Démarrage du four de Ragland aux États-Unis

La construction d'une nouvelle ligne de cuisson de 5 000 tonnes par jour dans l'usine de Ragland en Alabama, démarrée en 2019, s'est achevée au cours du deuxième trimestre 2022. La mise en route a nécessité une période de réglages et d'ajustements qui a pris fin début juillet et devrait permettre une montée en production progressive dès le troisième trimestre.

Il s'agit d'une réalisation industrielle à dimensions multiples :

- ce nouveau four va apporter les capacités additionnelles nécessaires pour répondre aux besoins des marchés du Groupe dans la région du Sud Est des États-Unis, en portant la capacité de cette usine à 1,8 million de tonnes par an, contre 1,2 million précédemment ;
- la technologie utilisée, particulièrement efficace d'un point de vue énergétique, permettra de réduire les coûts de production de l'ordre de 30% par tonne produite ;
- enfin, ce nouveau four va participer activement aux objectifs du Groupe en terme de réduction de ses émissions de CO₂, du fait d'une efficacité électrique accrue et de la substitution du charbon par des combustibles alternatifs.

4.2 Construction d'un nouveau four au Sénégal

Le Groupe, via sa filiale SOCOCIM Industries, a lancé fin 2021 un plan d'investissement de 240 millions d'euros en vue de la construction d'une nouvelle ligne de cuisson pour atteindre les objectifs suivants :

- augmentation significative de la capacité clinker du Groupe sur la sous-région;
- très nette amélioration de la performance industrielle de l'ensemble de son dispositif au Sénégal ;
- participation active aux objectifs du Groupe en terme de réduction de ses émissions de CO₂, avec notamment la capacité d'utiliser massivement des combustibles alternatifs.

La mise en service de ce nouveau dispositif industriel est prévue en 2024.

4.3 Nouvelle étape dans le développement du premier liant zéro carbone, dénommé « CARAT »

Le groupe Vicat a annoncé le 12 janvier dernier avoir développé un liant permettant de conserver l'ensemble des propriétés et des usages d'un ciment traditionnel tout en bénéficiant d'un bilan carbone correspondant à un niveau d'émissions nettes inférieur à 0 kg de CO₂ équivalent par tonne.

Vicat enrichit ainsi son offre de solutions bas carbone DECA avec le premier liant carbo-négatif, dénommé « CARAT », permettant d'obtenir des bétons très bas carbone, avec une réduction de près de 90% de l'empreinte carbone par m³ de béton. Grâce à cette innovation, le Groupe apporte une réponse concrète à la nouvelle réglementation française RE2020.

Afin d'atteindre ces performances, l'équipe innovation de Vicat a développé des techniques (certaines faisant l'objet de dépôt de brevets en cours) permettant de créer des ciments formulés avec deux ingrédients clés :

- le clinker du Groupe le plus décarboné possible ;
- du biochar, une solution reconnue pour fixer durablement le carbone, fabriquée à partir de résidus forestiers et agricoles. Cette matière remplace une partie du clinker dans le liant et contribue donc à son très faible poids carbone.

Pour l'approvisionnement en biochar, Vicat travaille avec le groupe Soler et sa filiale Carbonex. Grâce à ce composant "puits de carbone", « CARAT » atteint les niveaux d'émissions nettes de CO₂ suivants :

- le liant 0133H, dont les performances techniques se rapprochent d'un ciment 42,5 R a une valeur de -15 kg CO₂ /tonne ;
- le liant 2402H, dont les performances techniques se rapprochent d'un ciment 32,5 R a une valeur de -310 kg CO₂ /tonne.

Après la réalisation de tests d'ouvrages permettant de qualifier le comportement des bétons formulés avec ce liant et de valider sa mise en œuvre, le groupe Vicat a réalisé des démonstrateurs à plus grande échelle. Les chantiers accomplis en mars et avril 2022 ont permis de valider les performances à basse température. Les appréciations techniques d'expérimentation (ATEX) sont en cours d'étude pour une obtention prévue courant 2023. Le Groupe ambitionne une mise sur le marché dans la foulée.

« CARAT » sera pour le moment produit dans la cimenterie de Montalieu-Vercieu en France et disponible, dans un premier temps, dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Vicat envisage à terme de le produire sur d'autres sites du Groupe pour répondre aux demandes des marchés.

5. Perspectives 2022

En 2022, le Groupe s'attend à une hausse sensible de son chiffre d'affaires soutenue par la progression de son activité et la forte augmentation des prix de vente. L'EBITDA généré par le Groupe en 2022 devrait croître mais de façon moins sensible qu'en 2021. Compte tenu de ces éléments, le Groupe s'attend à une érosion de sa marge d'EBITDA en 2022.

Le second semestre 2022 devrait être marqué par :

- une base de comparaison moins défavorable, notamment en termes de coûts énergétiques ;
- le plein effet des hausses de prix successives passées notamment en France et en Suisse à la fin du premier semestre, et aux États-Unis, au début du troisième trimestre ;
- la poursuite des hausses de prix régulières dans les pays émergents, à l'exception du Sénégal et de l'Égypte dont leurs applications resteront soumises aux décisions gouvernementales ;
- la montée en puissance progressive du nouveau four de Ragland,
- l'augmentation de capacité de Kalburgi Cement après les opérations de dégoulottage,
- la montée en puissance de la nouvelle ligne de production de l'usine VPI d'Auneau..

Au cours du second semestre 2022, le Groupe poursuivra ses efforts d'investissements, qui concerneront pour l'essentiel :

- les travaux de construction du nouveau four au Sénégal ;
- la poursuite de projets liés aux objectifs de réduction de son empreinte carbone (par exemple le projet Argilor en France où la construction d'une « Waste Heat Recovery System » en Turquie;

- des travaux de dégoulotage en Inde afin d'augmenter la capacité de Kalburgi, et des investissements dans de nouveaux terminaux afin d'élargir son marché et de réduire ses coûts logistiques.

Sur ces bases, les investissements industriels sont attendus en hausse par rapport à 2021 et devraient s'établir autour de 400 millions d'euros, dont environ 130 millions d'euros d'investissements de « maintien » et 270 millions d'investissements « stratégiques ».

Concernant les évolutions attendues par pays, le Groupe souhaite apporter les éléments d'appréciations suivants, qui resteront néanmoins très dépendants de l'évolution de la crise sanitaire et des conséquences du conflit en Ukraine :

- En France, l'activité devrait rester à un niveau élevé sur l'ensemble de l'exercice, soutenue par un environnement macro-économique qui devrait rester favorable au secteur de la construction. Dans ce contexte, le Groupe s'attend à une stabilité des volumes et une hausse de prix marquée afin de compenser la hausse des coûts de l'énergie, et notamment de l'électricité ;
- En Suisse, les activités Ciment et Béton & Granulats devraient bénéficier d'un secteur de la construction porteur. Comme en France, le Groupe s'attend à une nette progression des coûts de l'électricité compensée par des hausses de prix de vente ;
- Aux États-Unis, l'activité devrait poursuivre sa croissance tant en termes de volumes que de prix. La mise en place du plan de relance de l'économie tel que présenté par le gouvernement américain devrait se faire progressivement ressentir à partir du second semestre de cette année. Sur ce marché, le Groupe devrait bénéficier au cours du second semestre de la montée en puissance du nouveau four de l'usine de Ragland ;
- Au Brésil, le niveau d'activité et de rentabilité enregistré en 2021 constitue une base de comparaison élevée, sur un marché qui devrait néanmoins rester favorablement orienté. Dans ce contexte, le Groupe s'attend à des volumes globalement stables sur l'ensemble de l'exercice, et une poursuite des hausses de prix ;
- En Inde, l'environnement macro-économique et sectoriel devrait rester favorable. Dans un contexte de prix qui resteront très volatils, la forte progression des coûts de l'énergie ne devrait être que partiellement compensée ;
- Au Kazakhstan, en dépit d'une base de comparaison élevée, le contexte de marché devrait rester favorable et les performances du Groupe devraient de nouveau s'améliorer ;
- En Turquie, la situation devrait poursuivre son amélioration progressive en 2022 mais restera soumise à l'évolution de la devise et des taux d'intérêts. La très forte hausse des prix devrait permettre de compenser l'augmentation des coûts de l'énergie et d'améliorer la rentabilité opérationnelle ;
- En Égypte, dans un contexte sectoriel qui s'améliore progressivement, les performances du Groupe restent conditionnées par le maintien des mesures mises en place par le Gouvernement afin de rétablir un environnement de marché rationnel ;
- En Afrique de l'Ouest, l'activité devrait rester dynamique dans le Ciment soutenu par un environnement sectoriel favorablement orienté, bien que tempéré par le blocage des prix par les autorités au Sénégal. Il est à noter que la situation géopolitique au Mali devrait progressivement s'améliorer compte tenu de la réouverture récente des frontières. L'activité Granulats au Sénégal devrait poursuivre son redressement.

6. Facteurs de risques

Les facteurs de risques qui pourraient concerner le Groupe au cours des prochains mois sont similaires à ceux identifiés dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2021 déposé le 7 mars 2022 auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D22-007.

Les risques liés au conflit russo-ukrainien reflètent les impacts éventuels du risque pays tels que décrits dans la cartographie des risques du Groupe et présentés dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2021, sous le chapitre Risque Pays, page 38. Le risque pays inclut également les impacts éventuels d'un conflit armé sur les activités du Groupe, pouvant mener de l'arrêt des opérations, jusqu'à des pertes humaines ou une destruction totale ou partielle des actifs industriels.

Comme indiqué dans les faits marquants de l'annexe aux comptes consolidés, note 3, page 28, le groupe Vicat n'a aucune présence industrielle ou commerciale en Ukraine et en Russie. Ainsi, aucun actif du Groupe et aucun employé ne sont directement concernés par le conflit actuel. A ce stade, le Groupe n'a pas enregistré de conséquences sur son activité. Néanmoins, ce conflit est susceptible d'avoir un impact sur la croissance européenne, et plus généralement mondiale, et donc sur les activités du Groupe dans les pays qui pourraient être concernés.

Groupe Vicat – Information financière

Définition des indicateurs alternatifs de performance "IAP" :

- Les données à **périmètre et change constants** permettent de déterminer l'évolution organique d'agrégats chiffrés entre deux périodes et de les comparer en neutralisant les impacts liés aux variations de taux de change et du périmètre de consolidation. Elles sont déterminées en appliquant aux chiffres de la période en cours, les taux de change et le périmètre de consolidation de la période antérieure.
- Le **chiffre d'affaires opérationnel** d'un secteur géographique (ou d'une activité) correspond au chiffre d'affaires réalisé par le secteur géographique en question (ou l'activité) sous déduction du chiffre d'affaires intra-secteur (ou intra-activité).
- **Valeur Ajoutée** : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires.
- **Excédent Brut d'Exploitation** : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés).
- **EBITDA** (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires.
- **EBIT** (Earning Before Interest and Tax) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.
- **Capacité d'autofinancement** : elle est égale au résultat net avant prise en compte des charges nettes calculées sans impact sur la trésorerie (soit principalement les dotations nettes aux amortissements et provisions, les impôts différés, les résultats de cession et les variations de juste valeur).
- **Cash-flow libre** : il est égal aux flux nets opérationnels après déduction des investissements industriels nets de cessions.
- **L'endettement financier net** représente la dette financière brute (composée du solde des emprunts auprès d'investisseurs et des établissements de crédit, de la dette résiduelle sur contrats de location financement, du solde des autres emprunts et dettes financières hors options de vente et de la trésorerie passive), nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, y inclus la réévaluation des dérivés de couverture et de la dette.
- Le **Gearing** est un ratio relatif à la structure financière correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés.
- Le **Leverage** est un ratio relatif à la rentabilité correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé.



COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2022

1. Compte de résultat consolidé	19
2. État du résultat global consolidé	19
3. État de la situation financière consolidée	20
4. État des flux de trésorerie consolidés	21
5. État de variation des capitaux propres consolidés	22
6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2022	23

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)

	Notes	30 juin 2022	30 juin 2021
Chiffre d'affaires	4	1 754 520	1 559 667
Achats consommés		(1 202 784)	(992 025)
Valeur ajoutée		551 737	567 642
Charges de personnel	5	(260 382)	(250 214)
Impôts, taxes et versements assimilés		(35 688)	(34 644)
Excédent brut d'exploitation		255 666	282 784
Autres produits et charges ordinaires	6	13 217	17 248
EBITDA		268 884	300 032
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	7	(140 389)	(128 844)
EBIT		128 495	171 188
Autres produits et charges non ordinaires	6	116	(17 592)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	7	(540)	7 483
Résultat d'exploitation		128 071	161 079
Coût de l'endettement financier net		(2 333)	(16 647)
Autres produits financiers		16 677	7 403
Autres charges financières		(24 074)	(8 519)
Résultat financier	8	(9 730)	(17 763)
Quote-part dans les résultats des sociétés associées		4 439	3 154
Résultat avant impôt		122 780	146 470
Impôts sur les résultats	9	(34 971)	(44 589)
Résultat net consolidé		87 810	101 881
Part attribuable aux intérêts minoritaires		10 027	8 339
Part attribuable au Groupe		77 783	93 542
Résultat par action (en euros)			
Résultat net part du groupe de base et dilué par action		1,73	2,08

État du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Résultat net consolidé	87 810	101 881
Autres éléments non recyclables au compte de résultat :		
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	89 612	8 656
Impôt sur les éléments non recyclables	(18 579)	(2 336)
Autres éléments recyclables au compte de résultat :		
Ecart de conversion	106 490	29 862
Couverture des flux de trésorerie	(1 776)	1 075
Impôt sur les éléments recyclables	505	(278)
Autres éléments du résultat global (après impôt)	176 252	36 979
Résultat global	264 062	138 860
Part attribuable aux intérêts minoritaires	18 909	12 826
Part attribuable au Groupe	245 153	126 034

État de la situation financière consolidée

Actif

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2022	31 décembre 2021
Goodwill	10.1	1 235 018	1 157 232
Autres immobilisations incorporelles	10.2	186 018	173 653
Immobilisations corporelles	10.3	2 415 855	2 169 041
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	10.4	192 053	195 112
Immeubles de placement		32 202	32 218
Participations dans des entreprises associées		104 114	92 774
Actifs d'impôts différés		104 033	68 012
Créances et autres actifs financiers non courants	11	250 145	219 241
Total des actifs non courants		4 519 437	4 107 283
Stocks et en-cours	12.1	552 643	429 243
Clients et autres débiteurs	12.2	615 301	436 219
Actifs d'impôts exigibles		11 497	6 947
Autres créances		218 928	206 475
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13.1	481 034	527 393
Total des actifs courants		1 879 404	1 606 277
TOTAL DE L'ACTIF		6 398 841	5 713 560

Passif

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2022	31 décembre 2021
Capital		179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Auto-contrôle		(48 864)	(52 018)
Réserves consolidées		2 948 344	2 800 579
Réserves de conversion		(474 092)	(579 950)
Capitaux propres part du Groupe		2 616 195	2 359 418
Intérêts minoritaires		279 899	246 681
Total capitaux propres	14	2 896 094	2 606 099
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	15.1	24 018	108 529
Autres provisions	15.2	114 396	104 974
Dettes financières et options de vente	16.1	1 588 965	1 291 434
Obligations locatives	16.1	151 906	159 883
Impôts différés passifs		306 499	219 800
Autres passifs non courants		25 459	23 927
Total des passifs non courants		2 211 242	1 908 547
Provisions	15.2	11 214	10 381
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	16.1	410 455	371 119
Obligations locatives à moins d'un an	16.1	57 439	55 502
Fournisseurs et autres créditeurs	17	502 417	459 647
Passifs d'impôts exigibles		19 157	27 558
Autres dettes		290 823	274 707
Total des passifs courants		1 291 505	1 198 914
Total des passifs		3 502 747	3 107 461
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		6 398 841	5 713 560

État des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2022	30 juin 2021
<u>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</u>			
Résultat net consolidé		87,810	101,881
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(4,439)	(3,154)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		2,345	1,073
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- amortissements et provisions		140,124	121,010
- impôts différés		1,315	5,261
- plus ou moins values de cession		(1,959)	(3,437)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(12,662)	62
- autres (1)		5,445	17,128
Capacité d'autofinancement		217,979	239,824
Variation du besoin en fonds de roulement		(242,102)	(122,035)
Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles (2)	18.1	(24,123)	117,789
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u>			
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		(182,507)	(177,339)
- immobilisations financières		(21,481)	(8,839)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		4,031	7,033
- immobilisations financières		1,463	657
Incidence des variations de périmètre		(40,034)	9,915
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	18.2	(238,528)	(168,573)
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u>			
Dividendes versés		(78,820)	(73,974)
Augmentations / Réductions de capital			
Emissions d'emprunts	16	373,269	151,673
Remboursements d'emprunts	16	(33,129)	(29,315)
Remboursements des dettes locatives	16	(28,815)	(25,865)
Acquisitions d'actions propres		(11,525)	(11,543)
Cessions – attributions d'actions propres		13,346	14,073
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		234,326	25,049
Incidence des variations de cours des devises		2,475	3,848
Variation de la trésorerie		(25,850)	(21,887)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	13.2	430,442	359,159
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	13.2	404,700	337,271

(1) :

- Dont effet de l'application d'IAS 29 au 30 juin 2022 pour (4,4) millions d'euros (cf. Note 1.1)

(2) :

- Dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat : (45,2) millions d'euros au 30 juin 2022 et (45,5) millions d'euros au 30 juin 2021.

- Dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés : (18,1) millions d'euros au 30 juin 2022 dont (4,8) millions d'euros au titres des frais financiers sur contrats IFRS16 et (14,9) millions d'euros au 30 juin 2021 dont (5,6) millions d'euros au titres des frais financiers sur contrats IFRS16.

État de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1er janvier 2021	179 600	11 207	(53 587)	2 679 297	(640 130)	2 176 387	234 306	2 410 693
Résultat annuel				93 542		93 542	8 339	101 881
Autres éléments du résultat global (2)				9 066	23 426	32 492	4 487	36 979
<i>Résultat global</i>				102 608	23 426	126 034	12 826	138 860
Dividendes distribués				(66 187)		(66 187)	(7 876)	(74 063)
Variation nette des actions propres			1 808	507		2 315		2 315
Variations de périmètre et acquisitions				(13 327)		(13 327)	(3 057)	(16 384)
Autres variations				(2 701)		(2 701)	(90)	(2 791)
Au 30 juin 2021	179 600	11 207	(51 779)	2 700 197	(616 704)	2 222 521	236 109	2 458 630
Au 1er janvier 2022	179 600	11 207	(52 018)	2 800 579	(579 950)	2 359 418	246 681	2 606 099
Résultat annuel				77 783		77 783	10 027	87 810
Autres éléments du résultat global (2)				61 511	105 859	167 370	8 882	176 252
<i>Résultat global</i>				139 294	105 859	245 153	18 909	264 062
Dividendes distribués				(72 613)		(72 613)	(8 981)	(81 594)
Variation nette des actions propres			3 154	(1 378)		1 776		1 776
Variations de périmètre et acquisitions				(6 889)		(6 889)	(3 170)	(10 059)
Ajustements liés à l'application d'IAS 29 (1)				85 201		85 201	10 894	96 095
Autres variations				4 149		4 149	15 566	19 715
Au 30 juin 2022	179 600	11 207	(48 864)	2948 343	(474 091)	2 616 195	279 899	2 896 094

(1) Les incidences de l'application d'IAS 29 sont détaillées dans la note 1.1

(2) Stock par nature des autres éléments du résultat global :

Les autres éléments du résultat global comprennent pour l'essentiel les écarts de conversion cumulés à la clôture depuis fin 2003. Pour mémoire, en application de l'option offerte par IFRS1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition aux IFRS ont été reclassés en report à nouveau à cette date.

Les réserves de conversion Groupe se ventilent comme suit par devises au 30 juin 2022 et 2021 :

(en milliers d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
Dollar américain	89 486	19 754
Franc suisse	246 646	186 194
Livre turque	(349 470)	(304 901)
Livre égyptienne	(133 478)	(124 233)
Tengué kazakh	(112 088)	(95 164)
Ouguiya mauritanien	(4 904)	(8 837)
Réal brésilien	(56 999)	(82 556)
Roupie indienne	(153 284)	(206 961)
TOTAL	(474 091)	(616 704)

Principes comptables généraux et périmètre de consolidation

Note 1 - Principes comptables généraux

Note 2 - Principes comptables relatifs au périmètre de consolidation

Note 3 - Faits marquants et variation de périmètre

Compte de résultat consolidé

Note 4 - Chiffre d'affaires

Note 5 - Charges de personnel

Note 6 - Autres produits et charges

Note 7 - Dotations nettes aux amortissements provisions et dépréciations

Note 8 - Résultat financier

Note 9 - Impôts sur les résultats

Etat de la situation financière consolidée

Note 10 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Note 11 – Créances et autres actifs non-courants

Note 12 - Actifs circulants

Note 13 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Note 14 - Capital social

Note 15 - Provisions

Note 16 - Endettement net et instruments financiers

Note 17 – Fournisseurs et autres dettes

Note 18 - Flux de trésorerie

Informations sectorielles

Autres informations

Note 19 - Transactions avec les entreprises liées

Note 20 - Événements postérieurs à la clôture

Note 21 - Principales sociétés consolidées au 30 juin 2022

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

1.1 Déclaration de conformité

Conformément au règlement européen n° 1606 / 2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1^{er} janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 30 juin 2022. Les normes et interprétations publiées par l'IASB, mais non encore entrées en vigueur au 30 juin 2022 n'ont pas été appliquées par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture.

Les comptes consolidés du 30 juin ont été préparés conformément à IAS 34 "Information financière intermédiaire". S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers consolidés et doivent donc être lus en relation avec ceux établis conformément au référentiel IFRS au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Les comptes consolidés du 30 juin 2022 présentent des informations comparatives pour l'exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS à l'exception des évolutions normatives mentionnées ci-après, qui n'avaient pas été appliquées par anticipation par le Groupe et qui sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2022.

Nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2022

Plusieurs nouveaux textes sont d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2022 parmi lesquels :

- Amendement à IAS 37 - Contrat onéreux : Coût de réalisation d'un contrat
- Amendement à IAS 16 - Immobilisations corporelles : Produits antérieurs à l'utilisation prévue
- Amendement à IFRS 3 – Regroupements d'entreprises : Mise à jour des références au cadre conceptuel
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2018 - 2020

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2022.

Enfin, à la suite de la forte hausse du taux cumulé d'inflation sur 3 ans en Turquie, permettant de considérer l'économie Turque en hyperinflation, le Groupe a eu l'obligation d'appliquer la norme IAS 29 "Information financière dans les économies hyperinflationnistes" à ses activités en Turquie et ce à partir du 1^{er} janvier 2022. L'application de cette norme impose la réévaluation des actifs et passifs non monétaires, des capitaux propres et du compte de résultat pour refléter les modifications de pouvoir d'achat dans la monnaie locale. Cette réévaluation des états financiers a été effectuée en appliquant un indice de prix (i.e *consumer price index*) avant d'être convertis au cours de change de clôture. La réévaluation des actifs et passifs non monétaires au 1^{er} janvier 2022 a conduit le Groupe à reconnaître une augmentation de +85,2 millions d'euros de ses capitaux propres part groupe (cf. Etat de la variation des capitaux propres). Les effets de l'application de cette norme s'est aussi traduite sur le compte de résultat 2022 par une perte sur la situation nette monétaire de (4,4) millions d'euros (classée dans les "autres charges financières").

Ces comptes ont été arrêtés et approuvés par le Conseil d'Administration le 26 juillet 2022.

1.2 Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

L'état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants / actifs non courants et passifs courants / passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an).

L'état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l'objet d'une opération de couverture et les actifs et passifs non monétaires concernés par IAS 29 - "Information financière dans les économies hyperinflationnistes"

Les principes et méthodes comptables exposées ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses soient faites par la direction du Groupe, ayant une incidence directe sur les états financiers. Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation. Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (note 15), en particulier celles pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (note 15.1),
- l'évaluation des options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées (note 16),

- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur et l'exposition au risque de crédit (note 16)
- l'évaluation des impôts différés actifs, et en particulier de la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs suffisants pour les imputer (note 9),
- les estimations des actifs et passifs d'une activité dans le cadre des regroupements d'entreprise (note 10.1),
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (notes 10.1),
- la définition du traitement comptable à appliquer en l'absence de norme (note 12.1 relatives aux quotas d'émission),
- la définition de certains contrats de location, la détermination de leur durée (période exécutoire), en particulier la qualification des périodes de renouvellement comme étant raisonnablement certaines ou pas, ainsi que la détermination des taux d'actualisation y afférent (note 10.4).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, à minima à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence.

NOTE 2 - PRINCIPES COMPTABLES RELATIFS AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 Principes de consolidation

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes semestriels des sociétés arrêtées au 30 juin et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur une entité,
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité

- et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient

Par ailleurs, le Groupe apprécie le contrôle exercé sur une entité chaque fois que des faits et circonstances indiquent qu'un élément d'appréciation du contrôle est modifié.

Coentreprises et Entreprises associées

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui peuvent faire l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires et les entreprises associées, participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne "participations dans des entreprises associées".

Lorsque le contrôle conjoint est avéré et que la forme légale du véhicule juridique établit une transparence entre le patrimoine des coparticipants et celui du partenariat, la coentreprise est qualifiée d'activité conjointe. Ce type de partenariat est alors comptabilisé dans les comptes du Groupe ligne à ligne à hauteur de sa quote-part effective.

La liste des principales sociétés consolidées au 30 juin 2022 figure dans la note 21.

2.2 Regroupement d'entreprises

A compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application des normes IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés et individuels". Ces normes révisées étant d'application prospective, elles sont sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010

Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les goodwill (cf. note 10.1) issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1^{er} janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS 1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités et les goodwill y afférent ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût ("goodwill négatif"), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise déjà intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustement lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un goodwill.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010

La norme IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises", d'application obligatoire pour les regroupements réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010, a introduit principalement les modifications suivantes par rapport à la précédente norme IFRS 3 (avant révision) :

- la détermination du goodwill en une seule fois, lors de la prise de contrôle.

Le Groupe a alors le choix, pour chaque regroupement d'entreprise, lors de la prise de contrôle, d'évaluer les intérêts minoritaires :

- soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (option du goodwill "partiel"),
- soit à leur juste valeur (option du goodwill "complet").

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, se traduisant par la constatation d'un goodwill dit "complet".

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition, tout ajustement ultérieur survenant au-delà du délai d'affectation de 12 mois à compter de la date d'acquisition étant comptabilisé en résultat.
- la constatation des coûts liés au regroupement d'entreprise en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.
- dans le cas des regroupements réalisés par étapes, lors de la prise de contrôle, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

2.3 Monnaies étrangères

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges du compte de résultat, ne faisant pas l'objet d'économie qualifiées d'hyperinflationniste, et les flux du tableau des flux de trésorerie sont convertis en euro en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS 1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette date. Ils ne donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	30 juin 2022		30 juin 2021	
	Clôture	Moyen	Clôture	Moyen
Réal brésilien	5,42	5,56	5,91	6,49
Franc suisse	1,00	1,03	1,10	1,09
Livre égyptienne	19,66	18,84	18,60	18,85
Roupie indienne	82,11	83,32	88,32	88,45
Tengué kazakh	483,08	491,02	508,39	511,15
Ouguiya mauritanien	38,04	39,59	42,56	43,14
Livre turque	17,32	17,32	10,32	9,51
Dollar américain	1,04	1,09	1,19	1,21
Franc CFA	655,96	655,96	655,96	655,96

NOTE 3 - FAITS MARQUANTS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Environnement macro-économique et activité

Au cours de ce premier semestre 2022, l'environnement macro-économique a été fortement marqué par un retour de l'inflation, dont le rythme s'est accéléré à la suite de l'entrée en guerre de l'Ukraine et de la Russie et de ses conséquences sur l'environnement économique mondial.

Dans ce contexte, le Groupe s'est montré réactif en procédant à des augmentations de prix sur l'ensemble des zones dans lesquelles il opère afin de compenser, toute ou en partie, en fonction des régions, la très forte hausse des coûts de l'énergie. La demande est globalement stable compte tenu d'une base de comparaison particulièrement défavorable liée aux niveaux records atteints au cours du premier semestre 2021, et à la très forte baisse des volumes livrés en Turquie afin de limiter l'impact de la hausse des coûts dans ce pays.

En France : l'activité du Groupe progresse au cours de ce semestre, soutenue par une augmentation sensible des prix de vente. Compte tenu de la base de comparaison particulièrement défavorable, la demande est en légère contraction.

En Europe (hors France) : le marché suisse affiche une solide progression au cours de ce semestre. La demande se maintient à un niveau élevé et les prix de vente progressent nettement. L'Italie enregistre une bonne performance sur les six premiers mois de l'année, soutenue par un marché de la construction favorablement orienté et des prix de vente en forte progression.

Sur la zone Amériques : aux États-Unis comme au Brésil, l'activité est restée bien orientée en dépit d'une base de comparaison défavorable compte tenu des niveaux d'activité records enregistrés au cours du premier semestre 2021. Le marché de la construction est resté dynamique et les hausses de prix ont été sensibles sur la période. Aux États-Unis, le second trimestre a été impacté par les effets temporaires du démarrage du nouveau four de Ragland.

Sur la zone Asie : en Inde, en dépit d'une base de comparaison particulièrement élevée, l'environnement est resté dynamique en ce début d'année soutenu par une demande et des prix favorablement orientés. Au Kazakhstan, l'activité du Groupe progresse sur l'ensemble de la période dans un contexte de hausse des prix permettant de compenser la contraction des livraisons.

Sur la zone Méditerranée : en Turquie, le chiffre d'affaires est en nette progression sur l'ensemble de la période. La situation macro-économique et sectorielle a été marquée par une situation d'hyperinflation. Dans ce contexte, le Groupe a privilégié sa production sur ses outils les plus efficaces afin de limiter l'impact de la hausse de ses coûts. Ainsi, si les volumes sont en baisse très sensible sur la période, les prix de vente sont en très forte progression. En Egypte, à la suite de la conclusion d'un accord de régulation du marché entre le gouvernement égyptien et l'ensemble des producteurs entré en vigueur en juillet 2021, l'environnement sectoriel est resté favorable au cours de ce semestre, marqué par une hausse

de la demande et une augmentation régulière des prix de vente.

Sur la zone Afrique : l'activité du Groupe est en hausse, en dépit du recul des livraisons au Mali compte tenu de la situation politique. Au Sénégal plus particulièrement, les volumes et les prix de vente sont en progression.

Effet du conflit en Ukraine

Le groupe Vicat n'a aucune présence industrielle ou commerciale en Ukraine et en Russie. Ainsi, aucun actif du Groupe et aucun employé ne sont directement concernés par le conflit actuel. A ce stade, le Groupe n'a pas enregistré de conséquences sur son activité. Néanmoins, ce conflit est susceptible d'avoir un impact sur la croissance européenne, et plus généralement mondiale, et donc sur les activités du Groupe dans les pays qui pourraient être concernés.

Volatilité des cours de change et impacts sur le compte de résultat

Le compte de résultat du premier semestre 2022 a été impacté par la dépréciation de la livre turque par rapport à l'euro, partiellement compensée par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar américain, du réal brésilien et de la roupie indienne. Il en résulte sur la période un effet de change négatif de (6,4) millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de (1,0) millions d'euros sur l'EBITDA.

Les capitaux propres consolidés enregistrent, quant à eux, des écarts de conversion positifs sur l'année 2022 pour un montant net global de +114,7 millions d'euros compte tenu de l'appréciation des devises étrangères par rapport à l'euro en fin de période.

Egypte

En Egypte, le contexte concurrentiel, dégradé depuis plusieurs années, s'améliore depuis la conclusion d'un accord sectoriel entre les autorités et les acteurs du secteur cimentier. Cet accord, qui limite temporairement l'utilisation des capacités, a permis un fort redressement des prix qui a conduit à un retour à un EBITDA à l'équilibre au second semestre 2021 et au premier semestre 2022. Par ailleurs, le blocage de l'augmentation de capital de Sinaï Cement depuis 2018, a amené le Groupe à engager une procédure d'arbitrage contre l'Etat égyptien. Les négociations engagées ont abouti à la signature le 21 mars dernier d'un accord permettant de débloquent l'augmentation de capital et de confirmer les droits de Vicat à détenir ou à consolider son contrôle majoritaire. Le Groupe a ainsi consolidé sa participation par une offre publique d'achat simplifiée, passant de 56,2% au 31 décembre 2021 à 67,2 % au 30 juin 2022.

Définition des indicateurs de gestion

Valeur Ajoutée

La valeur ajoutée, qui est un solde intermédiaire de gestion, est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires.

Excédent Brut d'exploitation

L'EBE, solde intermédiaire de gestion, est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés).

EBITDA

L'EBITDA (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization / Résultat avant Intérêts, Impôts, Amortissements et Provisions) se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires.

EBIT

L'EBIT (Earning Before Interest and Tax / Résultat avant intérêts et Impôts) se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

NOTE 4 - CHIFFRE D'AFFAIRES

Méthode comptable

Chiffre d'affaires

Conformément à IFRS 15, le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert du contrôle du bien ou du service au client, correspondant le plus souvent, compte tenu de la nature des activités du Groupe, à la date de livraison physique. Il est constaté pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ce bien ou service, net des remises et ristournes commerciales et après déduction des droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité. Il comprend les coûts de transport et de manutention facturés aux clients. Les ventes du Groupe sont majoritairement constituées de biens et services ne formant qu'une seule obligation de prestation dans la mesure où la promesse de fournir le service ou le bien ne peut pas être identifiée séparément, le Groupe Vicat proposant à ses clients des services intégrés à la fourniture du produit.

Saisonnalité

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généralement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Ventes de biens	1 607 821	1 428 846
Ventes de services	146 699	130 821
Chiffre d'affaires	1 754 520	1 559 667

Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2022	Variations de périmètre	Variations de change	30 juin 2022 Périmètre et change constants	30 juin 2021
Chiffre d'affaires	1 754 520	(25 367)	(6 444)	1 786 331	1 559 667

NOTE 5 - CHARGES DE PERSONNEL

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Salaires et traitements	194 383	190 350
Charges sociales	62 507	57 560
Participation des salariés (sociétés françaises)	3 492	2 304
Charges de personnel	260 382	250 214
<i>Effectifs moyens des sociétés intégrées</i>	9 639	9 372

L'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration du 9 avril 2021 ont décidé la mise en place d'un plan d'attribution gratuites d'actions de 271 497 actions qui seront livrées par tranches annuelles, sur une durée variable selon les bénéficiaires pouvant aller jusqu'en 2037. Au titre du 1^{er} semestres 2022, le montant enregistré en charges de personnel au titre de ce plan s'élève à 2 025 milliers d'euros.

NOTE 6 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Méthode comptable

Il s'agit de charges et produits qui émanent de l'activité opérationnelle du Groupe, mais qui ne sont pas engagés dans le cadre du processus direct de production ou de l'activité commerciale. Ces charges et produits concernent notamment

les indemnités d'assurances, les redevances de brevets, les revenus locatif et immeubles de placement, et certaines charges liées à des sinistres ou litiges ainsi que les subventions d'exploitation.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Résultat sur cessions d'actifs	1 871	2 575
Produits des immeubles de placement	1 901	1 993
Autres	9 445	12 680
Autres produits et charges ordinaires	13 217	17 248
Autres produits et charges non ordinaires (1)	116	(17 592)
Total	13 334	(344)

(1) Incluant principalement au 30 juin 2021 une charge 18,5 millions d'euros chez Ciplan couverte par la garantie ferme et irrévocable apportée par l'actionnaire minoritaire au titre des litiges relatifs à la période antérieure à l'acquisition (note 11). Cette charge est compensée par une reprise de provision d'un montant équivalent dans les dotations nettes non ordinaires (note 7).

NOTE 7 - DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(108 271)	(101 962)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(26 413)	(26 685)
Dotations nettes aux provisions	(2 980)	2 431
Dotations nettes aux autres dépréciations sur actifs	(2 726)	(2 628)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(140 389)	(128 844)
Autres dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires (1)	(540)	7 483
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(140 929)	(121 361)

(1) Incluant au 30 juin 2021 une reprise de provisions chez Ciplan à hauteur de 18,5 millions d'euros due à la reconnaissance d'une dette fiscale couverte par la provision pour risques et charges qui avait été constituée lors de l'acquisition (note 6).

NOTE 8 - RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	13 160	10 619
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(28 255)	(21 750)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(4 753)	(5 516)
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	17 514	
Coût de l'endettement financier net	(2 333)	(16 647)
Dividendes	784	747
Gains de change	12 667	5 096
Reprises financières de provisions	47	47
Résultat sur cession de titres	88	
Autres produits	3 091	1 513
Autres produits financiers	16 677	7 403
Pertes de change	(10 886)	(4 761)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	(4 852)	(62)
Dotations financières aux provisions	(1 967)	(2 328)
Charge d'actualisation	(1 190)	(1 368)
Perte sur la situation monétaire nette (IAS 29)	(4 398)	
Autres charges	(782)	(0)
Autres charges financières	(24 074)	(8 519)
Résultat financier	(9 730)	(17 763)

L'amélioration du résultat financier de +8 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021 est principalement liée à la variation positive de la juste valeur des instruments dérivés sur le financement suite à l'augmentation des taux d'intérêt (+17,5 millions d'euros)

Méthode comptable

Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôts, dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales du Groupe entre les valeurs dans l'état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location, sauf si la différence temporelle est générée par un goodwill. Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité fiscale.

Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s'il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts considérés. Une incertitude concernant le traitement comptable des risques liés aux impôts sur le résultat et à la non-acceptation par les autorités fiscales du traitement fiscal retenu est comptabilisée en actif / passif d'impôts sur le résultat en fonction du caractère probable de réalisation qui ne tient pas compte de la probabilité de non détection par l'administration fiscale. Chaque incertitude, analysée individuellement, est évaluée, soit en utilisant le montant le plus probable, soit par la moyenne pondérée des différents scénarios possibles.

Composante de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)

	30 juin 2022	30 juin 2021
Impôts exigibles	(33 656)	(39 327)
Impôts différés	(1 315)	(5 262)
Total	(34 971)	(44 589)

Impôts différés actifs non comptabilisés

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés au 30 juin 2022, s'élèvent à 22 millions d'euros (20,1 millions d'euros au 30 juin 2021).

NOTE 10 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**10.1. Goodwill****Méthode comptable****Dépréciation des actifs non courants**

Conformément à IAS 36 et IFRS 3R, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charge au compte de résultat, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans, augmentée de la valeur terminale calculée sur la base d'une projection à l'infini du cash-flow opérationnel de la dernière année.

Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les cash flows prévisionnels sont déterminés après impôt sur la base des éléments suivants inflatés puis actualisés :

- l'EBITDA issu du Plan Long Terme sur les 5 premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10,
- les investissements de maintien, et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

Hypothèses, estimations et jugements

Dépréciations des actifs non-courants

Les hypothèses qui servent au calcul des tests de dépréciation émanent des prévisions construites par les opérationnels, au plus près de leur connaissance du marché, du positionnement commercial des activités et des performances de l'outil industriel. Ces prévisions intègrent l'impact de l'évolution prévisible de la consommation cimentière en fonction des données macro-économiques et sectorielles, des changements susceptibles de modifier la situation concurrentielle, des améliorations techniques apportées au "process" de fabrication ainsi que de l'évolution attendue du coût des principaux facteurs de production contribuant au prix de revient des produits.

Pour certains pays soumis à des tensions sociales et sécuritaires, les hypothèses retenues intègrent en outre, sur la base de données récentes et de l'examen des effets de ces tensions sur les conditions actuelles de l'activité, l'amélioration potentielle résultant de la levée progressive et partielle de certaines d'entre elles.

Les flux de trésorerie avant frais financiers mais après impôts projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC). L'utilisation d'un taux après impôts aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts avec des flux de trésorerie non fiscalisés. Le taux d'actualisation est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long-terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, d'une prime de taille, ainsi que d'une prime pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'UGT concernée.

Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient (défini par IAS36 comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie indépendante), dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent.

L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique / marché / activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :

- de taux d'actualisation, tel que précédemment défini,
- de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus,
- de taux de marge d'EBITDA normatif,
- de taux d'investissement à long terme,
- de taux de croissance à l'infini.

Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la diminution d'un point du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini retenus sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des UGT du Groupe. Par ailleurs, ce taux d'actualisation intègre une prime de risque pays et une prime de risque sectoriel traduisant la cyclicité de certains facteurs inhérents au secteur d'activité, ce qui permet d'appréhender la volatilité de certaines composantes du prix de revient, sensible notamment aux coûts énergétiques.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux goodwill, qui sont définitives.

La variation des goodwill nets s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)

	30 juin 2022	31 décembre 2021
Ouverture	1 157 232	1 118 874
Variations de périmètre	37 541	8 006
Variations de change	40 245	30 352
Clôture	1 235 018	1 157 232

Les principales variations de périmètre sont liées à l'acquisition d'une participation majoritaire dans la zone de la méditerranée.

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3R et IAS 36, les goodwill font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite dans la méthode comptable ci-dessus.

Les goodwills se répartissent comme suit par UGT :

	30 juin 2022	31 décembre 2021
UGT Inde	227 914	222 447
UGT Afrique de l'Ouest Ciment	152 182	149 651
UGT France-Italie	234 760	235 019
UGT Suisse	144 339	142 237
UGT Brésil	165 077	141 867
UGT Etats Unis	135 634	124 670
Autres UGT cumulées	175 112	141 341
TOTAL	1 235 018	1 157 232

Les indices de perte de valeur liés au contexte marqué par l'inflation et de la guerre en Ukraine (cf. note 3) ont amené le Groupe à procéder à des tests d'impairment du Goodwill au 1er semestre 2021 sur certaines UGT. Les tests menés ont été réalisés en analysant les principales hypothèses opérationnelles (chiffre d'affaires, EBITDA). Ces tests ainsi que les tests de sensibilité, à une variation de + 1% du taux d'actualisation et ceux à une variation de -1% du taux de croissance à l'infini, réalisés à la clôture n'ont pas donné lieu à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2022.

10.2. Autres immobilisations incorporelles

Méthode comptable

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service. Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire, ou, s'agissant des droits miniers, au fur et à mesure des extractions.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Concessions, brevets & droits similaires	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Au 1er janvier 2021	122 601	66 136	83 807	19 744	292 288
Acquisitions	2 025	1 497	859	8 497	12 878
Cessions	(149)	(1 737)	(6)	(1 484)	(3 376)
Variations de périmètre	8	(3 315)	(4 792)	77	(8 022)
Variations de change	1 227	480	1 921	274	3 902
Autres mouvements	670	8 241	5 968	(9 480)	5 399
Au 31 décembre 2021	126 382	71 302	87 757	17 628	303 069
Acquisitions	7	498	369	4 006	4 879
Cessions		(137)			(137)
Variations de périmètre		(0)	4		4
Variations de change	4 546	615	4 059	234	9 453
Autres mouvements (1)		4 407	14 616	(6 557)	12 466
Au 30 juin 2022	130 934	76 684	106 805	15 311	329 734

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	Concessions, brevets & droits similaires	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Au 1er janvier 2021	(29 691)	(49 589)	(42 196)		(121 476)
Augmentation	(1 723)	(6 696)	(4 232)		(12 651)
Diminution	118	1 448	6		1 572
Variations de périmètre	0	3 101	1 967		5 068
Variations de change	(514)	(315)	(1 039)		(1 868)
Autres mouvements	(227)	(14)	180		(61)
Au 31 décembre 2021	(32 037)	(52 065)	(45 314)		(129 416)
Augmentation	(969)	(3 543)	(1 987)		(6 500)
Diminution		10			10
Variations de périmètre		0	(2)		(2)
Variations de change	63	(370)	(1 608)		(1 915)
Autres mouvements (1)		(38)	(5 857)		(5 895)
Au 30 juin 2022	(32 944)	(56 005)	(54 768)		(143 717)
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2021	94 345	19 237	42 444	17 628	173 653
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2022	97 990	20 679	52 037	15 311	186 018

(1) Dont effet de l'application d'IAS 29 (cf. Note 1.1)

Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du 1^{er} semestre 2022 ni au cours de l'exercice 2021.

10.3. Immobilisations corporelles

Méthode comptable

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ceux-ci sont amortis sur leur durée d'utilité, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les gisements sont amortis au prorata des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées. Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	Actifs ciment	Actif béton et granulats
Génie civil	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Équipements annexes	8 ans	5 à 10 ans
Électricité	15 ans	5 à 10 ans
Automatismes et instrumentations	5 ans	5 ans

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	<i>Terrains & constructions</i>	<i>Installations industrielles</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>Immobilisations en cours et avances / acomptes</i>	Total
Au 1er janvier 2021	1 309 935	3 084 798	153 609	268 744	4 817 086
Acquisitions	14 413	33 086	5 254	327 548	380 301
Cessions	(3 399)	(25 493)	(5 576)	(6)	(34 474)
Variations de périmètre	(32 946)	(41 164)	(10 539)	(418)	(85 067)
Variations de change	22 923	51 644	2 010	16 963	93 540
Autres mouvements	7 857	147 285	(17 253)	(164 503)	(26 614)
Au 31 décembre 2021	1 318 783	3 250 156	127 505	448 328	5 144 772
Acquisitions	3 081	14 181	1 779	153 758	172 799
Cessions	(758)	(18 885)	(697)	(302)	(20 642)
Variations de périmètre	2 370	1 779	7	0	4 156
Variations de change	30 834	31 419	1 318	30 016	93 587
Autres mouvements (1)	91 187	356 911	(320)	(40 488)	407 290
Au 30 juin 2022	1 445 497	3 635 561	129 592	591 312	5 801 962

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	<i>Terrains & constructions</i>	<i>Installations industrielles</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>Immobilisations en cours et avances / acomptes</i>	Total
Au 1er janvier 2021	(620 570)	(2 094 385)	(114 282)		(2 829 234)
Augmentation	(45 608)	(139 993)	(7 213)		(192 814)
Diminution	2 448	24 779	4 406		31 633
Variations de périmètre	18 197	33 752	9 742		61 691
Variations de change	(13 193)	(33 267)	(1 381)		(47 841)
Autres mouvements	723	(17 805)	17 916		834
Au 31 décembre 2021	(658 003)	(2 226 916)	(90 812)		(2 975 731)
Augmentation	(23 643)	(73 910)	(3 266)		(100 819)
Diminution	261	18 188	547		18 996
Variations de périmètre	(159)	(235)	2		(391)
Variations de change	(13 332)	(17 411)	(563)		(31 305)
Autres mouvements (1)	(30 276)	(268 061)	1 480		(296 857)
Au 30 juin 2022	(725 152)	(2 568 344)	(92 612)		(3 386 110)

Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2021	660 780	1 023 240	36 693	448 328	2 169 041
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2022	720 345	1 067 218	36 980	591 312	2 415 855

(1) Dont effet de l'application d'IAS 29 (cf. Note 1.1)

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 558 millions d'euros au 30 juin 2022 (418 millions d'euros au 31 décembre 2021) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 34 millions d'euros au 30 juin 2022 (31 millions d'euros au 31 décembre 2021). Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à 322 millions d'euros au 30 juin 2022 (277 millions d'euros au 31 décembre 2021).

Les intérêts capitalisés s'élèvent à 2,7 millions d'euros au 30 juin 2022 (2,4 millions d'euros au 31 décembre 2021).

10.4. Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

Méthode comptable

Les contrats de location, à l'exception de ceux entrant dans le champ des exemptions prévues par la norme IFRS 16, sont comptabilisés au bilan, dès la mise à disposition de l'actif sous-jacent des contrats, avec la constatation à l'actif d'un droit d'utilisation et au passif d'une obligation locative. La composante services du contrat de location, et notamment celle relative au transport, est identifiée lors de l'analyse et traitée séparément de la composante location. Sont qualifiés de contrat de location tous les contrats qui confèrent au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Les exemptions prévues par la norme IFRS 16 et appliquées par le Groupe, dont les paiements ne sont pas pris en compte dans l'obligation locative et le droit d'utilisation sont les suivantes :

- les paiements relatifs aux contrats de location de courte durée (inférieure ou égale à 12 mois),
- les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs de faible valeur (<5KUSD ou équivalent),
- les paiements relatifs à la composante de service du contrat de location, dès lors qu'elle est identifiable et mesurable,
- ainsi que les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs incorporels, dont le nombre est très limité.

Les loyers payés au titre de ces contrats ou composantes de contrat sont constatés en charges opérationnelles pendant toute la durée de la location.

La durée des contrats de location correspond à la période contractuelle non résiliable d'utilisation de l'actif, à laquelle s'ajoute, le cas échéant, des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain (options de renouvellement en cours d'exercice ou pour lesquelles le Groupe dispose d'un historique statistique de pratiques).

La définition de cette durée exécutoire tient compte aussi bien des aspects contractuels que des aspects économiques dans la mesure où l'existence de pénalités non négligeables en cas de résiliation du preneur sont analysées pour chaque contrat.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location incluent à l'origine l'obligation locative, les coûts directs initiaux, les loyers prépayés et l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état prévus au contrat, et excluent les éventuelles composantes de services. Ils sont amortis conformément aux dispositions d'IAS 16 "Immobilisations corporelles" linéairement sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location retenue et la durée d'utilité de l'actif sous-jacent, et le cas échéant dépréciés en application d'IAS 36 "Dépréciation d'actifs".

Après la comptabilisation initiale, le droit d'utilisation de l'actif est évalué au coût, sous déduction du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les paiements de loyers associés aux contrats de locations sont comptabilisés en application d'IFRS 16 et donnent lieu au compte de résultat à une charge d'amortissement ainsi qu'à une charge d'intérêts.

L'impact fiscal de l'application d'IFRS 16 donne lieu à comptabilisation d'impôt différé, déterminé sur la base de l'actif net de location sous déduction de la dette locative correspondante.

Hypothèses, estimations et jugements

L'obligation locative est évaluée à l'origine à la valeur actualisée des paiements futurs, qui comprennent la valeur actualisée des paiements de loyers fixes et variables, s'ils dépendent d'un indice ou d'un taux, et des paiements estimés prévus à la fin du contrat, tels que la garantie de valeur résiduelle et l'option d'achat dont l'exercice est jugé raisonnablement certain. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé sur la base du taux implicite du contrat, ou à défaut, du taux d'intérêt marginal d'emprunt du preneur à la date de commencement du contrat. Ce taux d'emprunt marginal tient compte de plusieurs éléments dont la devise et l'échéance du contrat, l'environnement économique du preneur ainsi que de sa solidité financière.

Le Groupe applique des taux correspondants à l'échéance moyenne de remboursement de la dette de loyers, en définissant et utilisant des courbes de taux par durée, tenant compte de la structure des loyers et de la typologie des taux disponibles.

Après la comptabilisation initiale, l'obligation locative est calculée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et est réévaluée, avec un ajustement correspondant de l'actif lié au droit d'utilisation, si les paiements de location futurs sont modifiés du fait de négociations, ou en cas de réévaluation d'options de renouvellement ou de résiliation.

Les activités de location du Groupe

La majorité des contrats de location en vigueur dans le Groupe concernent les véhicules liés directement à l'activité opérationnelle (chantiers, transports routiers et véhicules particuliers) et l'immobilier (terrains et bâtiments). En effet, le Groupe loue des terrains et des bâtiments, principalement pour ses bureaux, ses centrales à béton, ses carrières et ses entrepôts. Ils concernent également dans une moindre mesure des machines, des équipements et du matériel informatique.

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	Total
Au 1er janvier 2021	81 726	74 671	141 969	56 241	354 607
Acquisitions	11 603	8 886	26 821	14 669	61 979
Cessions	(4 713)	(3 750)	(16 672)	(12 578)	(37 713)
Variations de périmètre	1 397	1 353	(1 661)	(608)	481
Variations de change	2 502	1 684	(1 606)	167	2 747
Autres mouvements	(178)	(133)	(2 378)	(41)	(2 730)
Au 31 décembre 2021	92 337	82 711	146 473	57 850	379 371
Acquisitions	5 643	772	11 410	1 165	18 991
Cessions	(1 134)	(246)	(16 004)	(221)	(17 604)
Variations de périmètre					
Variations de change	2 517	1 641	2 613	661	7 432
Autres mouvements (1)	735	10	2 542		3 287
Au 30 juin 2022	100 099	84 888	147 034	59 456	391 476

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	Total
Au 1er janvier 2021	(29 868)	(42 468)	(70 330)	(25 112)	(167 778)
Augmentation	(6 526)	(8 324)	(28 326)	(11 037)	(54 213)
Diminution	3 187	3 913	15 105	12 457	34 662
Variations de périmètre		0	2 403	452	2 855
Variations de change	(366)	(807)	27	(86)	(1 232)
Autres mouvements	144	479	808	16	1 447
Au 31 décembre 2021	(33 429)	(47 207)	(80 313)	(23 310)	(184 259)
Augmentation	(3 274)	(3 858)	(13 425)	(5 852)	(26 408)
Diminution	1 099	526	15 191	221	17 037
Variations de périmètre					
Variations de change	(496)	(876)	(1 839)	(342)	(3 553)
Autres mouvements (1)	(493)	(36)	(1 710)		(2 239)
Au 30 juin 2022	(36 593)	(51 451)	(82 096)	(29 283)	(199 423)

Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2021	58 908	35 504	66 160	34 541	195 112
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2022	63 506	33 437	64 937	30 173	192 053

(1) Dont effet de l'application d'IAS 29 (cf. Note 1.1)

La majorité de ces contrats est portée par les entités françaises du Groupe, et dans une moindre mesure par les sociétés américaines, suisses et turques. Les autres pays dans lesquels le Groupe est implanté ont un nombre de contrats peu significatif.

NOTE 11 – CREANCES ET AUTRES ACTIFS NON-COURANTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants bruts	Pertes de valeur	Montants nets
Au 1er janvier 2021	252 219	(13 042)	239 177
Acquisitions / Augmentations	168 669	(16 463)	152 206
Cessions / Diminutions	(33 023)		(33 023)
Variations de périmètre	(82 110)		(82 110)
Variations de change	8 418	(1 342)	7 076
Variation constatée en autres éléments du résultat global	5 853	(2 127)	3 726
Autres	(67 852)	42	(67 810)
Au 31 décembre 2021	252 171	(32 930)	219 241
Acquisitions / Augmentations	20 048	(133)	19 914
Cessions / Diminutions	(1 060)		(1 060)
Variations de périmètre	(0)		(0)
Variations de change	12 360	(1 130)	11 229
Variation constatée en autres éléments du résultat global	8 406		8 406
Autres	(7 584)	(1)	(7 585)
Au 30 juin 2022	284 338	(34 192)	250 145
<i>Dont titres de participation</i>	56 620	(2 567)	54 053
<i>Dont prêts et créances (1) (2)</i>	206 777	(31 626)	175 152
<i>Dont actifs des régimes d'avantages au personnel</i>	745		745
<i>Dont instruments financiers (cf. note 16.1.1)</i>	20 195		20 195
Au 30 juin 2022	284 338	(34 192)	250 145

(1) Ciplan :

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de son actionnaire minoritaire pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée à hauteur des provisions constituées au titre des sinistres indemnissables dans les autres actifs non courants à hauteur de 32 millions d'euros au 30 juin 2022 (28 millions d'euros à fin décembre 2021) (voir note 15.2).

(2) Bharathi Cement :

Au 30 juin 2022, un montant de 35,6 millions d'euros (y inclus intérêts), faisant l'objet de deux saisies conservatoires sur les comptes d'une société indienne du Groupe, Bharathi Cement, dans le cadre d'une procédure d'enquête diligentée par les autorités administratives et judiciaires sur des faits antérieurs à l'entrée de Vicat à son capital, est comptabilisé dans les "autres créances non courantes".

Pour mémoire, le partenaire du Groupe dans Bharathi Cement fait l'objet d'une procédure d'enquête menée par le CBI (Central Bureau of Investigation) sur l'origine et le développement de son patrimoine. Dans le cadre de cette enquête, le CBI a déposé en septembre 2012 et au cours de l'année 2013, quatorze procès-verbaux présentant ses allégations. Parmi ceux-ci, quatre concernent également Bharathi Cement (le CBI enquête pour vérifier si les investissements faits par des investisseurs indiens dans cette société ont été réalisés de bonne foi dans le cours normal des affaires et si la concession minière a été attribuée régulièrement).

La procédure a d'abord donné lieu en 2015 à une inscription par "l'Enforcement Directorate" à hauteur de 950 millions de Roupies (environ 12 millions d'euros à l'origine) sur un compte bancaire de Bharathi Cement. En 2016, une saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies (environ 19 millions d'euros à l'origine) a été réalisée dans le cadre du procès-verbal relatif à la concession minière.

Bien que ces mesures ne soient pas de nature à entraver le fonctionnement de la société, cette dernière exerce ses recours auprès des autorités administratives et judiciaires compétentes pour en contester le bien-fondé.

En juillet 2019, la cour d'appel de Delhi a invalidé la saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies, demandant la mise en place d'une garantie bancaire préalablement au remboursement des fonds. L'"Enforcement Directorate" a fait appel de la décision. Cette décision a été confirmée le 27 avril 2022 par la Haute Cour de justice du Telangana.

Ces saisies conservatoires ne préjugent pas de la décision sur le fond de l'affaire (enquête CBI) qui est toujours en phase d'instruction et n'a donné lieu à ce stade à aucune inculpation. La société n'a pas d'élément conduisant à conclure à l'existence d'un risque financier probable et évaluable.

Compte tenu de la lenteur de la procédure initiée en 2012, la créance relative à ces saisies conservatoires a été reclassée fin 2018 en "autres créances non courantes".

12.1. Stocks et en-cours

Méthode comptable

Stock et en-cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

Quotas d'émission

Il n'existe pas, à ce jour, dans le référentiel IFRS, de norme ou interprétation traitant spécifiquement des droits d'émission de gaz à effet de serre. A compter du 1^{er} janvier 2016, le Groupe a décidé de retenir la méthode préconisée par l'ANC depuis 2013, compatible avec les normes IFRS en vigueur (Règlement n°2012-03 du 4 octobre 2012, homologué le 7 janvier 2013),

qui permet de fournir une information financière plus fiable et pertinente pour refléter le modèle économique des quotas, en supprimant notamment les impacts liés à la volatilité du cours des quotas.

Selon cette méthode, dès lors que les quotas sont destinés à remplir les obligations liées aux émissions (modèle production) :

- les quotas sont comptabilisés en stocks lors de leur acquisition (à titre gratuit ou onéreux). Ils sont sortis au fur et à mesure pour couvrir les émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre de la procédure de restitution, ou
- à l'occasion de leur cession, et ne sont pas réévalués à la clôture ;
- une dette est comptabilisée à la clôture en cas de déficit de quotas.

Le Groupe n'ayant à aujourd'hui quasiment que des quotas alloués gratuitement par l'Etat dans le cadre des Plans Nationaux d'Affectation des Quotas, l'application de ces règles conduit donc à les enregistrer en stock pour une valeur nulle. Par ailleurs, des excédents étant à ce jour constatés par le Groupe, aucune dette n'est comptabilisée au bilan, et en l'absence de cession, aucun montant n'est comptabilisé au compte de résultat.

(en milliers d'euros)

	30 juin 2022			31 décembre 2021		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Matières premières et consommables	455 750	(30 577)	425 173	351 561	(29 560)	322 001
Encours, produits finis et marchandises	132 354	(4 884)	127 470	111 914	(4 671)	107 243
Total	588 104	(35 461)	552 643	463 474	(34 231)	429 243

12.2. Créances clients et autres débiteurs

Méthode comptable

Les créances sont évaluées au coût amorti et sont comptabilisées à leur valeur nominale (montant initial de la facture). Les créances font l'objet de dépréciation dans le cadre du modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues défini par la norme IFRS 9 (cf. note 16.2).

Les créances clients peuvent faire l'objet de cessions à des établissements bancaires. Dans ce cas, une analyse de l'opération est menée pour évaluer le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété de ces créances et notamment celui du risque de crédit, du risque de retard de paiement et du risque de dilution.

Si cet examen met en évidence non seulement le transfert contractuel du droit à recevoir les flux de trésorerie liés aux créances cédées, mais aussi celui de la quasi-totalité des risques et avantages, les créances clients sont décomptabilisées de l'état de la situation financière consolidée et tous les droits créés ou conservés lors du transfert sont reconnus le cas échéant. Dans la situation inverse, les créances clients sont maintenues dans l'état de la situation financière consolidée.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Clients et autres débiteurs	Provisions clients et autres débiteurs	Clients et autres débiteurs net
Au 1er janvier 2021	464 969	(24 095)	440 874
Augmentations		(4 976)	(4 976)
Diminutions avec utilisation		3 057	3 057
Variations de change	(9 330)	85	(9 245)
Variations de périmètre	(3 574)	(826)	(4 399)
Variations	10 460	448	10 908
Au 31 décembre 2021	462 526	(26 307)	436 219
Augmentations		(3 210)	(3 210)
Diminutions avec utilisation		1 527	1 527
Variations de change	9 314	(776)	8 538
Variations de périmètre	744	0	744
Variations	171 565	(82)	171 483
Au 30 juin 2022	644 148	(28 848)	615 301

NOTE 13 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

13.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Méthode comptable

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à 3 mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture.

La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Disponibilités	122 339	126 839
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme < 3 mois	358 696	400 554
Trésorerie et équivalents de trésorerie	481 034	527 393

13.2. Composition de la trésorerie nette

(en milliers d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 13.1)	481 034	527 393
Découverts bancaires	(76 334)	(96 951)
Trésorerie nette	404 700	430 442

NOTE 14 - CAPITAL SOCIAL

Méthode comptable

Actions d'autocontrôle

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de 4 euros entièrement libérées dont 642 738 actions détenues en propre au 30 juin 2022 (723 505 au 31 décembre 2021) acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions approuvés par les Assemblées Générales Ordinaires, et dans le cadre de la cession par Heidelberg Cement de sa participation de 35% dans Vicat en 2007. La société est détenue et contrôlée par la holding Parfininco.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double. Le dividende versé au cours de l'exercice 2022 au titre de l'exercice 2021 s'est élevé à 1,65 euro par action soit au total 74 085 milliers d'euros, comparativement au dividende de

1,50 euro par action versé en 2021 au titre de l'exercice 2020 soit au total 67 350 milliers d'euros.

Le résultat net de base par action est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice (part du Groupe) et le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exception des actions propres d'autocontrôle. Ce résultat net par action et ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives comme le sont les actions gratuites (cf. note 5).

Depuis le 30 juin 2018, et pour une période de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, Vicat a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI du 20 septembre 2008 à Oddo BHF (Natixis Securities auparavant).

Pour sa mise en œuvre, les moyens suivants ont été affectés au contrat de liquidité : 20 000 titres Vicat et 3 millions d'euros. Au 30 juin 2022, les moyens suivants figurent au compte de liquidité : 62 978 titres Vicat et 1 763 milliers d'euros.

NOTE 15 – PROVISIONS

15.1. Avantages au personnel

Méthode comptable

Le Groupe comptabilise la totalité du montant de ses engagements en matière d'avantages postérieurs à l'emploi en application des dispositions de la norme IAS 19 révisée.

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe, prévoient différents avantages postérieurs à l'emploi : indemnités de départ en retraite, compléments de retraite, retraite chapeau pour les dirigeants..., ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales au bénéfice des retraités, etc.).

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'engagement du Groupe se limite uniquement au versement de

cotisations, qui sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe.

Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux usages et aux clauses prévues par les conventions collectives et la législation en vigueur.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux Etats-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations. Les positions nettes des régimes sont intégralement provisionnées dans l'état de la situation financière, après déduction, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis, dont le montant peut être ajusté compte-tenu du mécanisme de "l'asset ceiling". En cas d'excédent d'actif (régime sur-financé), celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par la norme.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et/ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. Les écarts actuariels se rapportant aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés en "autres éléments du résultat global" et ne sont pas recyclables au compte de résultat.

Estimations, hypothèses et jugements

L'évaluation de la valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi, dans le cadre des régimes à prestation définis, dépend des hypothèses actuarielles, qu'elles soient démographiques et financières, retenues par le Groupe.

Les taux d'actualisation sont déterminés conformément aux principes édictés par la norme IAS 19 Révisée, soit par référence à un taux de marché à la date de clôture, fondé sur le rendement des obligations d'entreprise de haute qualité mises au sein de la zone monétaire concernée. Ils sont déterminés sur la base de courbes de taux élaborées par des experts externes à partir de panels d'obligations publiques notées AA.

Lorsque le marché des obligations privées d'une zone n'est pas suffisamment liquide, la norme IAS 19 Révisée préconise d'utiliser comme référence les obligations d'état.

Dans tous les cas, les indices de référence utilisés sont de duration comparable à celle des engagements.

Dans le cadre de la comptabilisation des écarts actuariels, en application de l'option offerte par IFRS 1, le Groupe avait choisi de mettre à zéro ces derniers liés aux avantages au personnel non encore reconnus dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres.

	30 juin 2022			31 décembre 2021		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Valeur actualisée des obligations financées	349 728	55 256	404 984	398 795	63 230	462 024
Juste valeur des actifs des régimes	(381 711)		(381 711)	(407 531)		(407 531)
Situation nette	(31 983)	55 256	23 273	(8 736)	63 230	54 493
Limitation de reconnaissance des actifs de couverture				53 317		53 317
Passif net	(31 983)	55 256	23 273	44 581	63 230	107 810

Les engagements postérieurs à l'emploi du Groupe ont fortement baissé par rapport au 31 décembre 2021 suite à la reconnaissance des actifs de couverture en Suisse générée par la hausse des taux d'actualisation.

Au 31 décembre 2021 la limitation de reconnaissance des actifs de couverture pour le Groupe s'élevait à 53,3 millions d'euros.

15.2 Autres provisions

Méthode comptable

Conformément à IAS 37, une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie attendue après la clôture, pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées pour la plupart au fur et à mesure de

l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

(en milliers d'euros)	Reconstitution des sites	Démolitions	Autres risques (1)	Autres charges	Total
Au 1er janvier 2021	59 266	523	60 832	9 664	130 285
Augmentations	4 898	39	9 789	1 798	16 523
Diminutions avec utilisation	(5 162)	(106)	(24 477)	(4 584)	(34 330)
Variations de change	2 006	21	1 061	361	3 449
Variations de périmètre	204		(424)	(247)	(467)
Autres mouvements	(1)		(105)	1	(105)
Au 31 décembre 2021	61 210	476	46 677	6 993	115 356
Augmentations	2 474		6 628	300	9 402
Diminutions avec utilisation	(728)		(4 613)	(163)	(5 503)
Variations de change	1 693	18	4 426	(224)	5 913
Autres mouvements	340		102	(0)	442
Au 30 juin 2022	64 989	494	53 220	6 906	125 609
<i>Dont à moins d'un an</i>	29		6 757	4 427	11 214
<i>Dont à plus d'un an</i>	64 960	494	46 463	2 479	114 396

Impact (net des charges encourues) au compte de résultat au 30 juin 2022	<i>Dotations</i>	<i>Reprises sans utilisation</i>
Résultat d'exploitation :	6 802	
Résultat hors exploitation :	2 600	

(1) Les autres risques incluent au 30 juin 2022 :

- un montant global de provisions constatées dans les comptes de Ciplan (Brésil) à hauteur de 24,9 millions d'euros (20,7 millions d'euros au 31 décembre 2021) concernant majoritairement :
 - des litiges fiscaux liés principalement à des crédits d'impôts (ICMS) imputables sur les droits d'importation liés à l'achat de coke et diesel pour les besoins de la production, et contestés par l'administration fiscale (22,7 millions d'euros),
 - des litiges sociaux et prud'homaux suite au départ d'anciens salariés (1,9 million d'euros),
 - des litiges civils portant sur des amendes et réclamations contestées par la société (0,5 million d'euros).

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée dans les autres actifs non courants à hauteur de 32,4 millions d'euros (voir note 11), au titre d'une part des sinistres indemnisables comptabilisés en provision (24,3 millions d'euros) et d'autre part, au titre d'une taxe fiscale comptabilisée en dettes fiscales supérieures à 1 an (8,1 millions d'euros).

- un montant de 14,5 millions d'euros (12,9 millions d'euros au 31 décembre 2021) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux Etats-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe.
- Le solde résiduel des autres provisions pour risques s'élevant à 13,8 millions d'euros au 30 juin 2022 (13,1 millions d'euros au 31 décembre 2021) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles.

NOTE 16 - ENDETTEMENT NET ET INSTRUMENTS FINANCIERS

16.1. Dettes financières nettes et options de ventes

Les passifs financiers se ventilent comme suit au 30 juin 2022 :

(en milliers d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
Dettes financières à plus d'un an	1 574 929	1 274 493
Options de vente à plus d'un an	14 036	16 941
Obligations locatives à plus d'un an	151 906	159 883
Dettes financières et options de vente à plus d'un an	1 740 871	1 451 317
Instruments financiers actif à plus d'un an - cf. note 11	(20 195)	(0)
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à plus d'un an	1 720 676	1 451 317
Dettes financières à moins d'un an	410 455	371 119
Obligations locatives à moins d'un an	57 439	55 502
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	467 894	426 621
Instruments financiers actif à moins d'un an (1)	(22 868)	(15 892)
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à moins d'un an	445 026	410 728
Total des dettes financières nets d'instruments financiers actif (1)	2 151 667	1 845 104
Total des options de vente	14 036	16 941
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif	2 165 702	1 862 045

(1) Au 30 juin 2022, les instruments financiers actifs à moins d'un an, s'élevant à 22,9 millions d'euros (15,9 millions d'euros au 31 décembre 2021) sont présentés dans les actifs courants (cf. note 12.2).

La variation par nature des dettes financières nettes et options de vente s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Dettes financières et options de vente > 1 an	Instruments financiers actif > 1 an	Obligations locatives > 1 an	Dettes financières et options de vente < 1 an	Instruments financiers actif < 1 an	Obligations locatives < 1 an	Total
Au 1er janvier 2021	1 270 161	(7 115)	157 563	165 375	(300)	47 382	1 633 067
Emissions	257 919		55 926	73 524		6 052	393 421
Remboursements	(130 584)		(11 141)	(9 538)		(41 822)	(193 086)
Variations de change	1 856	(0)	3 429	(10 876)	1 154	(2 048)	(6 485)
Variations de périmètre	1 048		3 114	370		86	4 617
Autres mouvements	(108 966)	7 115	(49 008)	152 265	(16 747)	45 852	30 512
Au 31 décembre 2021	1 291 434	(0)	159 883	371 119	(15 892)	55 502	1 862 045
Emissions	311 086		17 999	62 183		990	392 259
Remboursements	(28 933)		(7 295)	(4 197)		(21 520)	(61 945)
Variations de change	6 825	(0)	4 326	(10 556)	303	623	1 521
Variations de périmètre			(0)				(0)
Autres mouvements	8 552	(20 195)	(23 007)	(8 095)	(7 279)	21 845	(28 178)
Au 30 juin 2022	1 588 965	(20 195)	151 906	410 455	(22 868)	57 439	2 165 702

(en milliers d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
Endettement brut	2 151 667	1 845 104
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 13.1)	(481 034)	(527 393)
Endettement net	1 670 633	1 317 711

16.1.1. Dettes financières

Répartition des dettes financières par catégories et échéances

Au 30 juin 2022 <i>(en milliers d'euros)</i>	Total	2023	2024	2025	2026	2027	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 819 637	270 708	181 079	714 677	125 496	45 048	482 628
<i>Dont instruments financiers Actif</i>	<i>(43 063)</i>	<i>(22 868)</i>	<i>(1 577)</i>	<i>(1 554)</i>	<i>(924)</i>	<i>(1 791)</i>	<i>(14 349)</i>
<i>Dont instruments financiers Passif</i>	<i>6 841</i>	<i>6 841</i>					
Emprunts et dettes financières divers	24 244	18 435	1 175		2 217	2 008	409
Obligations locatives	209 345	57 439	44 414	20 748	15 802	11 334	59 607
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	98 442	98 442					
Dettes financières	2 151 667	445 024	226 668	735 426	143 515	58 390	542 643
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>475 000</i>			<i>475 000</i>			

Au 31 décembre 2021 <i>(en milliers d'euros)</i>	Total	2022	2023	2024	2025	2026	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 491 475	220 861	23 869	187 728	568 269	159 859	330 889
<i>Dont instruments financiers Actif</i>	<i>(15 892)</i>	<i>(15 892)</i>					
<i>Dont instruments financiers Passif</i>	<i>2 007</i>	<i>2 007</i>					
Emprunts et dettes financières divers	19 951	16 288	1 316		2 071		276
Obligations locatives	215 385	55 502	33 679	23 116	17 713	12 817	72 558
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	118 294	118 294					
Dettes financières	1 845 104	410 944	58 865	210 844	588 052	172 676	403 723
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>550 000</i>				<i>550 000</i>		

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées des lignes bilatérales de Sococim Industries au Sénégal, de dettes IFRS 16, ainsi que des soldes créditeurs de banque et de la part à moins d'un an de l'USPP 2010.

Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)

Selon la devise (après swap de devises) <i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Euro	1 650 213	1 370 834
Dollar américain	45 536	42 258
Livre turque	63 429	40 506
Franc CFA	169 832	148 715
Franc suisse	64 300	68 681
Ouguiya mauritanien	3 208	3 562
Livre égyptienne	70 269	92 064
Roupie indienne	34 766	34 300
Tengué Kazakh	339	379
Real Brésilien	49 776	43 806
Total	2 151 667	1 845 104

Selon le taux <i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Taux fixe	1 140 200	957 570
Taux variable	1 011 466	887 534
Total	2 151 667	1 845 104

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 30 juin 2022 est de 3,21 %, en augmentation par rapport au 31 décembre 2021 en raison de la hausse des taux de marché.

La maturité moyenne de la dette au 30 juin 2022 est égale à 4,6 ans, en légère baisse par rapport au 31 décembre 2021.

Méthode comptable

En application des normes IAS 27 et IAS 32, les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales consolidées par intégration globale sont enregistrées dans les passifs financiers pour la valeur actuelle de leur prix d'exercice estimé avec en contrepartie une réduction des intérêts minoritaires correspondants.

Le différentiel entre la valeur de l'option et le montant des intérêts minoritaires est constaté :

- en goodwill, pour les options émises avant le 1er janvier 2010,

- en diminution des capitaux propres - part du Groupe- pour les options émises après le 1er janvier 2010.

Aucun impact n'est enregistré dans le compte de résultat hormis l'impact de l'actualisation annuelle de la dette constatée dans le résultat financier ; le résultat -part du Groupe- reste calculé sur la base du pourcentage détenu dans les filiales concernées, sans prise en compte du pourcentage d'intérêt attaché aux options de vente.

Hypothèses, estimations et jugements

La dette est estimée en fonction des données contractuelles disponibles (prix, formule...) et tout autre élément pertinent pour son évaluation. Sa valorisation est revue à chaque clôture et les variations ultérieures de la dette sont constatées :

- soit en contrepartie du goodwill (options émises avant le 1er janvier 2010),
- soit en contrepartie des capitaux propres -part du Groupe- (options émises après le 1er janvier 2010).

Au 30 juin 2022, plusieurs accords entre Vicat et les actionnaires minoritaires de plusieurs filiales comportent des options de vente exerçables à tout moment. Ces options de vente s'élèvent à 14 millions d'euros au 30 juin 2022 et correspondent à la valeur actualisée du prix d'exercice de ces dernières.

Méthode comptable

Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers, lors de leur comptabilisation initiale, conformément aux dispositions prévues par IFRS 9 qui repose sur une approche basée d'une part sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs et d'autre part sur le modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention.

En pratique, pour le Groupe Vicat, le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels conduit à distinguer d'une part les instruments de nature prêt ou créance, dont l'évaluation est fonction du modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention, et d'autre part les instruments de capitaux propres.

La norme prévoit ainsi trois catégories pour les prêts et créances, chacune associée à un mode de gestion distinct :

- les actifs financiers évalués au coût amorti, dont l'objectif est de les détenir pour percevoir les flux de trésorerie contractuels. C'est le cas notamment de l'essentiel des prêts et des créances ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, dont l'objectif est de les détenir à la fois pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat pour ceux ne correspondant à aucun des deux modèles économiques ci-dessus.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction.

Les instruments de nature créance font l'objet d'une dépréciation sur la base des pertes de crédit attendues sur la totalité de la durée de vie de l'instrument, le risque de crédit étant appréhendé et apprécié sur la base de données historiques et des informations disponibles à la clôture.

Passifs financiers

Le Groupe classe ses passifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, en passifs financiers évalués au coût amorti. Ils comprennent principalement les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires. Le Groupe n'a pas de passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Instruments dérivés et relations de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement.

Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des swaps et caps de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et swaps de devises pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- La relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- L'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- La couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecteraient le résultat net présenté ;
- La couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future "hautement probable") et qui affecterait le résultat net présenté.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en compte de résultat, venant se compenser avec la réévaluation à la juste valeur du risque couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture ;
- en cas de documentation d'une relation de couverture de flux de trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

Hypothèses, estimations et jugements

Actifs financiers

Les instruments de capitaux propres sont, en application d'IFRS 9, des actifs financiers évalués à la juste valeur, dont les variations sont à enregistrer en résultat ou en autres éléments du résultat global non recyclables en résultat, suivant l'option retenue à l'origine, titre par titre. Pour certains titres non consolidés non cotés, la méthode du coût a cependant été maintenue dans la mesure où elle constitue la meilleure approximation disponible de la juste valeur.

Instruments dérivés et relations de couverture

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-après, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat dans le résultat financier ("Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers"). Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisation suivants :

- la valeur de marché des swaps de taux, swaps de change et des opérations d'achats/ventes à terme est calculée à partir d'une actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices présentés, retraités le cas échéant des intérêts courus non échus ;

- les options de taux sont réévaluées sur la base du modèle Black and Scholes en intégrant les paramètres de marché existants à la clôture.

Conformément à IFRS 13, les risques de contrepartie ont fait l'objet d'une estimation. Sont principalement concernés les instruments dérivés (cross currency swaps) visant à éliminer le risque de change sur les dettes contractées en US dollars qui n'est pas la monnaie fonctionnelle du Groupe. L'impact de l'ajustement de crédit de valeur (CVA ou exposition en cas de défaut de la contrepartie) et de l'ajustement de débit de valeur (DVA ou exposition de la contrepartie en cas de défaut du Groupe) sur l'évaluation des instruments dérivés a été estimé en retenant une exposition au défaut calculée selon la méthode des "add-ons forfaitaires", une perte en cas de défaut de 40% et une probabilité de défaut déterminée à partir des ratings des banques ou de celui estimé du Groupe. L'impact sur la juste valeur n'est pas matériel et n'a pas été intégré à la valeur de marché des instruments financiers telle que présentée ci-dessus.

Le Groupe Vicat a continué sans difficulté à gérer ses instruments de couverture et son risque de liquidité durant le semestre comme en témoignent les éléments ci-dessous :

Risque de change

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à

terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet, lorsque cela est possible, de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

Par ailleurs, les montants en principal et en intérêts, dus au titre de l'emprunt émis initialement par le Groupe en US dollars (120 millions d'US dollars pour Vicat) a été converti en euros au moyen de Cross Currency Swaps, intégrés dans le portefeuille présenté ci-après.

Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de caps sur des durées d'origine de 5, 7 et 10 ans.

Le groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

Risque de liquidité

Le groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 372 millions d'euros au 30 juin 2022 (462 millions d'euros au 31 décembre 2021).

Le groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 550 millions d'euros. Au 30 juin 2022, le montant des billets émis s'élève à 475 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme tels en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 30 juin 2022 équivalent à celui des billets émis, soit 475 millions d'euros.

Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces covenants portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité ("leverage" correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé) et à la structure financière ("gearing" correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées. Pour les besoins du calcul des covenants, l'endettement net est déterminé hors options de vente accordées aux minoritaires. Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios.

Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du groupe, du faible niveau de "gearing" (57,69%) et de "leverage" (2,84), et de la liquidité du bilan du groupe, l'existence de ces covenants ne constitue pas un risque sur la situation financière du groupe. Au 30 juin 2022, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les covenants contenus dans les contrats de financement.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant au 30 juin 2022 :

<i>(en milliers de devises)</i>	Valeur nominale (devise)	Valeur nominale (euro)	Valeur de marché (euro)	Maturité résiduelle		
				< 1 an (euro)	1 - 5 ans (euro)	> 5 ans (euro)
Couverture de flux de trésorerie (a)						
Instruments composés						
- Cross Currency Swap TF \$/TF €	120 000 \$	115 529	24 002	24 002		
Autres dérivés						
Instruments de taux d'intérêt						
- Caps Euro	714 500 €	714 500	20 194		5 845	14 349
Instruments de change (a)						
Couverture du risque de change sur financements intra-groupe						
- VAT \$	173 000 \$	166 554	(1 663)	(1 663)		
- VAT CHF	183 300 CI	184 036	(2 628)	(2 628)		
TOTAL		1 180 620	39 905	19 711	5 845	14 349

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 30 juin 2022 :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2022
Niveau 1 : instruments cotés sur un marché actif	-
Niveau 2 : valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	39,9
Niveau 3 : valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (cf. note 11)	54,1

NOTE 17 – FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Ouverture	459 647	375 329
Variations	36 087	88 335
Variations de change	6 689	(1 464)
Variations de périmètre	3	(2 455)
Autres mouvements	(9)	(99)
Clôture	502 417	459 647

NOTE 18 - FLUX DE TRÉSORERIE

18.1 Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées au 30 juin 2022 par le Groupe se sont élevés à (24) millions d'euros contre 118 millions d'euros au 30 juin 2021.

Cette diminution des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles entre les 1er semestres 2022 et 2021 provient principalement de la variation du besoin en fonds de roulement de (120) millions d'euros par rapport à 2021, notamment induite par la hausse de l'activité ainsi que par la hausse du coût d'approvisionnement des matières premières.

<i>(en milliers d'euros)</i>	BFR 1er janvier 2021	Variation BFR	Autres variations	BFR 31 décembre 2021	Variation BFR	Autres variations	BFR 30 juin 2022
Stocks	354 937	93 682	(19 376)	429 243	113 506	9 894	552 643
Autres éléments de BFR	(45 662)	(45 008)	3 179	(87 491)	128 596	139	41 244
BFR	309 275	48 674	(16 197)	341 752	242 102	10 033	593 888

18.2 Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées au 30 juin 2022 par le Groupe se sont élevés à (238,5) millions d'euros contre (168,6) millions d'euros au 30 juin 2021.

Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements nets effectués pour les investissements industriels (182,5 millions d'euros au 30 juin 2022 et 177,3 millions d'euros au 30 juin 2021) correspondant pour l'essentiel aux premiers semestres 2022 et 2021, à des investissements réalisés aux Etats-Unis, en France et au Sénégal.

Acquisitions / cessions de titres consolidés

Les opérations d'acquisition/cession de titres de sociétés consolidées réalisées au cours du 1er semestre 2022 se sont traduites par un décaissement global de (40) millions d'euros. Les principaux décaissements de la période sont liés à des acquisitions des participations majoritaires en France et dans la zone de la méditerranée et à l'acquisition des intérêts minoritaires de filiales brésilienne et égyptienne.

Les principaux encaissements effectués par le Groupe au cours du 1er semestre 2021 faisaient suite à la cession réalisée par le Groupe d'une filiale en Suisse, partiellement compensé par des décaissements liés à l'acquisition des intérêts minoritaires de filiales française et brésilienne et par l'acquisition d'une participation majoritaire d'une société en France.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Méthode comptable

Conformément à la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information sectorielle a été définie sur la base des données issues du reporting interne. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d'Administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l'allocation des investissements et ressources aux zones géographiques et aux activités.

Les secteurs opérationnels déterminés en application d'IFRS 8 sont constitués des 6 zones géographiques suivantes dans lesquelles le Groupe exerce ses activités et qui peuvent regrouper, comme le permet la norme IFRS 8, les pays présentant des similitudes :

- La France,
- La zone Europe (hors France) regroupant la Suisse et l'Italie,
- La zone Amériques regroupant les Etats-Unis et le Brésil,
- La zone Asie regroupant l'Inde et le Kazakhstan,
- La zone Méditerranée composée de la Turquie et de l'Egypte,
- La zone Afrique, réunissant le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Cette organisation par zones géographiques permet d'appréhender la nature et les impacts financiers des environnements économiques dans lesquels le Groupe opère et traduit bien son organisation matricielle ainsi que la prédominance des aspects géographiques dans les analyses stratégiques présentées à la Direction Générale. Une information additionnelle plus synthétique est présentée par secteurs d'activité.

Les indicateurs de gestion présentés au titre de ces secteurs opérationnels ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8 : Chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, EBITDA et EBIT, Total des actifs non courants, Capitaux nets investis, Investissements industriels, Dotation nette aux amortissements des immobilisations et Effectifs.

Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du reporting interne sont identiques à l'ensemble des secteurs opérationnels définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Information par secteur géographique

L'information relative aux zones géographique est présentée selon l'implantation géographique des entités concernées.

30 juin 2022 (en milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie	Méditer.	Afrique	Total
Compte de résultat :							
Chiffre d'affaires opérationnel	625 959	185 019	400 954	249 219	145 318	172 102	1 778 571
Eliminations inter-pays	(20 337)	(1 442)		(42)		(2 231)	(24 051)
Chiffre d'affaires consolidé	605 622	183 577	400 954	249 177	145 318	169 871	1 754 520
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	80 318	41 231	54 832	52 282	16 381	23 839	268 884
EBIT (cf. Définition des indicateurs de gestion)	31 215	24 901	22 238	34 597	9 386	6 156	128 495
Bilan :							
Total des actifs non courants	3 312 715	540 311	745 071	(349 555)	(44 581)	315 476	4 519 437
Capitaux nets investis (1)	916 007	634 925	1 070 213	722 788	439 899	592 329	4 376 162
Autres informations :							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	52 609	11 534	82 878	12 357	11 444	25 874	196 697
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(47 575)	(16 075)	(31 332)	(16 438)	(6 844)	(16 420)	(134 684)
Effectif moyen	3 230	716	2 201	1 224	1 330	938	9 639

30 juin 2021 <i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie	Méditer.	Afrique	Total
Compte de résultat :							
Chiffre d'affaires opérationnel	578 643	204 675	318 734	206 458	102 800	174 756	1 586 066
Eliminations inter-pays	(17 106)	(1 509)		(36)		(7 748)	(26 399)
Chiffre d'affaires consolidé	561 537	203 166	318 734	206 422	102 800	167 008	1 559 667
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	103 648	38 847	70 355	57 842	(6 105)	35 446	300 032
EBIT (cf. Définition des indicateurs de gestion)	66 097	19 474	43 030	40 396	(15 951)	18 142	171 188
Bilan :							
Total des actifs non courants	799 541	584 718	1 085 282	679 357	289 505	503 969	3 942 372
Capitaux nets investis (1)	867 702	557 504	896 292	707 134	305 405	529 218	3 863 255
Autres informations :							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	49 110	12 737	107 925	8 730	9 089	12 338	199 929
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(43 412)	(18 511)	(26 107)	(15 627)	(8 664)	(16 325)	(128 647)
Effectif moyen	3 007	733	2 143	1 219	1 325	945	9 372

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

Informations par activité

30 juin 2022 <i>(en milliers d'euros)</i>	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
Compte de résultat :				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 094 592	675 133	226 129	1 995 855
Eliminations inter – secteurs	(157 187)	(16 409)	(67 738)	(241 334)
Chiffre d'affaires consolidé	937 405	658 724	158 391	1 754 520
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	191 971	62 916	13 997	268 884
EBIT (cf. Définition des indicateurs de gestion)	104 675	17 988	5 831	128 495
Bilan :				
Capitaux nets investis (1)	3 150 500	998 608	227 054	4 376 162
30 juin 2021 <i>(en milliers d'euros)</i>				
	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
Compte de résultat :				
Chiffre d'affaires opérationnel	937 854	585 087	248 558	1 771 499
Eliminations inter – secteurs	(133 590)	(16 276)	(61 966)	(211 833)
Chiffre d'affaires consolidé	804 264	568 811	186 591	1 559 667
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	214 538	69 665	15 829	300 032
EBIT (cf. Définition des indicateurs de gestion)	138 973	27 211	5 004	171 188
Bilan :				
Capitaux nets investis (1)	2 756 133	908 155	198 966	3 863 255

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

AUTRES INFORMATIONS

NOTE 19 - TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur les périodes présentées, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2022 et 2021 est la suivante par nature de partie liée :

(en milliers d'euros)	30 juin 2022				30 juin 2021			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	2 151	1 092	4 060	1 669	1 527	1 061	3 219	1 888
Autres parties liées		600			22	600		120
Total	2 151	1 692	4 060	1 669	1 549	1 661	3 219	2 008

NOTE 20 - ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2022.

NOTE 21 - LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 30 JUIN 2022

Intégration globale : France

SOCIÉTÉ	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 juin 2022	31 décembre 2021
VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	-	-
AGENCY BULK CHARTERING VICAT	FRANCE	NANTES	49,99	49,99
ANNECY BETON CARRIERES	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	49,98	49,98
LES ATELIERS DU GRANIER	FRANCE	CHAPAREILLAN	99,98	99,98
BETON CONTROLE COTE D'AZUR	FRANCE	NICE	99,97	99,97
BETON VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
BETON TRAVAUX	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
CARRIERE DE BELLECOMBES	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	(1)	99,97
CENTRE D'ETUDE DES MATERIAUX ET DES BETONS	FRANCE	FILLINGES	79,99	79,99
DELTA POMPAGE	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
GRANULATS VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
PARFICIM	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATMA	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATM	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
SIGMA BETON	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,99	99,99
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98

(1) Entité fusionnée

Intégration globale : Etranger

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 juin 2022	31 décembre 2021
CIPLAN	BRESIL	BRASILIA	75,46	74,13
VICAT BRASIL	BRESIL	BRASILIA	100,00	100,00
SINAI CEMENT COMPANY	EGYPTE	LE CAIRE	67,18	56,20
JAMBYL CEMENT PRODUCTION COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
MYNARAL TAS COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
BUILDERS CONCRETE	ETATS-UNIS	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK	ETATS-UNIS	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF ALABAMA	ETATS-UNIS	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY INC	ETATS-UNIS	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA	ETATS-UNIS	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED	ETATS-UNIS	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED	ETATS-UNIS	CALIFORNIA	100,00	100,00
WALKER CONCRETE	ETATS-UNIS	GEORGIA	100,00	100,00
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00
CIMENTS & MATERIAUX DU MALI	MALI	BAMAKO	94,90	94,90
GECAMINES	SENEGAL	THIES	100,00	100,00
POSTOUDIOKOUL	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00
SOCOCIM INDUSTRIES	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,90	99,90
ALTOLA AG	SUISSE	OLTEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
KIESWERK AEBISHOLZ AG	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	100,00	100,00
BETON AG BASEL	SUISSE	BASEL	100,00	100,00
BETON AG INTERLAKEN	SUISSE	INTERLAKEN (BERN)	75,42	75,42
BETONPUMPEN OBERLAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	82,46	82,46
CREABETON MATERIAUX SA	SUISSE	LYSS (BERN)	-	-
EMME KIES + BETON AG	SUISSE	LÜTZELFLÜH (BERN)	66,67	66,67
FRISCHBETON AG ZUCHWIL	SUISSE	ZUCHWIL (SOLOTHURN)	88,94	88,94
FRISCHBETON LANGENTHAL AG	SUISSE	LANGENTHAL (BERN)	81,17	81,17
FRISCHBETON THUN	SUISSE	THOUNE (BERN)	53,48	53,48
KIESTAG STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
KIESWERK NEUENDORF	SUISSE	NEUENDORF (SOLEURE)	50,00	50,00
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	50,00
SHB STEINBRUCH + HARTSCHOTTER BLAUSEE MITHOLZ AG	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
SOLOTHURNER ENTSORGUNGS GESELLSCHAFT	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	100,00	100,00
SONNEVILLE AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON JURA SA	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	84,81	84,81
VIGIER BETON KIES SEELAND AG	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIGIER BETON MITTELLAND AG	SUISSE	FELDBRUNNEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON ROMANDIE SA	SUISSE	ST . URSEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
VIGIER BETON SEELAND JURA AG	SUISSE	SAFNERN (BERN)	94,24	94,24
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER RAIL	SUISSE	MÜNTSCHEMIER (BERN)	100,00	100,00
VIGIER TRANSPORT AG (ex-GRANDY)	SUISSE	LANGENDORF (SOLEURE)	100,00	100,00
VITRANS AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
BASTAS BASKENT CIMENTO	TURQUIE	ANKARA	91,60	91,60
BASTAS HAZIR BETON	TURQUIE	ANKARA	91,60	91,60
BIKILTAS	TURQUIE	KONYA	100,00	-
KONYA CIMENTO	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
KONYA HAZIR BETON	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
TAMTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
MAURICIM	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	100,00	100,00
BHARATHI CEMENT	INDE	HYDERABAD	51,02	51,02
KALBURGI CEMENT	INDE	HYDERABAD	99,98	99,98

Mise en équivalence : France

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 juin 2022	décembre 2021
ALTèreNATIVE	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	49,99	49,99
BIOVAL	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	39,99	39,99
CARRIERES BRESSE BOURGOGNE	FRANCE	EPERVANS	33,28	33,28
DRAGAGES ET CARRIERES	FRANCE	EPERVANS	49,98	49,98
SABLIERES DU CENTRE	FRANCE	LES MARTRES D'ARTIERE	49,99	49,99
SCI ABBE CALES	FRANCE	CHAMBERY	69,99	69,99
EST LYONNAIS GRANULATS	FRANCE	DIJON	33,33	33,33

Mise en équivalence : Etranger

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 juin 2022	décembre 2021
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLEN)	50,00	50,00
GRAVIERE DE LA-CLAIE-AUX-MOINES	SUISSE	SAVIGNY	35,00	-
PROBETON	SUISSE	VERNIER	50,20	50,20
SILO TRANSPORT AG	SUISSE	BERN	50,00	50,00
SINAI WHITE CEMENT	EGYPTE	LE CAIRE	17,06	14,27
PLANALTO	BRESIL	BRASILIA	36,32	36,32
BIKILTAS ENERJI PETROL MADENCILIK I TURQUIE		SELCUKLU / KONYA	(1)	50,00

(1) Entité en intégration globale au 30 juin 2022



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2022

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2022

Période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Vicat S.A. relatifs à la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 27 juillet 2022

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Massonnat
Associé

Chamalières, le 27 juillet 2022

Wolff & Associés S.A.S.

Grégory Wolff
Associé



DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J’atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d’activité, ci-joint en page 3 et suivantes, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice. »

L’Isle d’Abeau, le 27 juillet 2022

Guy Sidos

Président Directeur-Général



Société anonyme au capital de 179 600 000 euros
Siège social : Les 3 Vallons – 4 rue Aristide Bergès 38080 L'Isle d'Abeau
Tél. : +33 (0)4 74 27 59 00- Fax : +33 (0)4 74 18 41 15
RCS Vienne 057 505 539 - SIREN 057 505 539